

1)

(N^o 101.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 MARS 1911.

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1911 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. JOS. HOÏOIS.

MESSIEURS,

Le projet de Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1911 s'élève à fr. 22.948,678 »
Les crédits alloués pour 1910 montent à 22,033,015 »
L'augmentation est donc de fr. 912,660 »

La comparaison entre les deux exercices s'établit de la manière suivante pour les deux sections du Budget :

A. — Dépenses ordinaires :

Exercice 1911	fr.	22,937,678	»
— 1910		22,023,013	»
		AUGMENTATION.	fr. 912,660 »

B. — Dépenses exceptionnelles :

Exercice 1911	fr.	8,000	»
— 1910		8,000	»
			»

soit en plus pour 1911 fr. 912,660 »

L'augmentation des dépenses ordinaires et la proposition des dépenses exceptionnelles, telles qu'elles figurent au projet de Budget, sont justifiées à la *Note préliminaire* jointe à ce projet de Budget.

(1) Budget, n^o 4, XII.

(2) La Section centrale, présidée par M. Harmignie, était composée de MM. Vandewalle, Hoïois, Rosseeuw, Moyersoen, Bertrand et Huyshauwer.

EXAMEN EN SECTIONS.

Dans quatre sections le projet de Budget a été adopté. Il a été rejeté dans deux sections.

Dans quatre sections, notamment dans les deux sections qui l'ont repoussé, il n'a fait l'objet d'aucune observation.

Dans les deux autres, son examen a été plus que sommaire.

Dans l'une, un membre a visé l'entretien des serres de Stuyvenberg et un autre membre a trouvé « très désavantageuse » la situation monétaire de la Belgique.

Enfin, dans la dernière des six sections, un membre a signalé que « certains receveurs ne portent pas au rôle les propriétaires exemptés de contributions, notamment les propriétaires d'habitations ouvrières. » Un autre membre y a demandé « la révision de la caisse des veuves. » Un troisième membre a réédité le vœu de voir les contribuables mieux renseignés, par leurs feuilles mêmes des contributions, sur le bénéficiaire — État, province ou commune — des contributions qu'ils payent.

Ce fut tout.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

La Section centrale a cru utile d'aborder l'examen de quelques questions qui n'ont pas fixé l'attention des sections. Et elle l'a fait soit pour y trouver l'occasion de rappeler certains vœux formulés antérieurement et dont la réalisation prompte paraît s'imposer, soit à raison de l'importance particulière ou du caractère d'actualité que présentent les questions examinées.

Parmi elles, il en est qui concernent le personnel.

*
*
*

A ce propos, la section centrale croit utile de faire cette observation préliminaire que, peut-être, on serait moins souvent obligé de réexaminer les desiderata, réclamations et doléances du personnel des services publics, si on uniformisait davantage les situations administratives. Cette uniformisation pourrait porter et sur les salaires ou traitements et sur les conditions d'avancement comme de retraite et sur les dénominations des emplois ou grades (1). Ajoutons qu'elle pourrait s'étendre à tous les départements ministériels. Il va de soi qu'il ne s'agit pas d'une réforme générale et radicale : dans bien des cas l'uniformisation, ni absolue ni même relative, ne serait possible. Mais, dans un bien plus grand nombre de cas, elle le serait. Or, cette uniformisation —

(1) Exemple : Les douaniers sont appelés « préposés des douanes » ; les « préposés aux accises » sont appelés « commis des accises », alors qu'ils pourraient tout aussi bien s'appeler « préposés aux accises » et même « gardes du service des accises », tout juste comme les agents du département des chemins de fer qui sont « préposés » au service des trains s'appellent gardes-convois (les agents des accises « gardant », assez souvent pour mériter cette dénomination, des fabriques et des usines).

une fois accomplie et avec les tempéraments et les mesures transitoires qui s'imposeraient — couperait court aux incessantes réclamations d'agents des mêmes services et de services différents, établissant fréquemment, à l'appui de ces réclamations, souvent mal fondées pourtant, des comparaisons plus ou moins justifiées en apparence, comparaisons qu'il n'y aurait plus moyen de faire. Du reste — si la section centrale est bien renseignée — M. le ministre des chemins de fer a mis à l'étude la question de cette uniformisation, au moins partielle, pour son département. Cette innovation, peut-être plus réalisable au département des chemins de fer que partout ailleurs, pourrait cependant l'être aussi, du moins dans une certaine mesure, au département des finances. C'est pourquoi la section centrale se permet de fixer sur elle l'attention particulière de M. le Ministre des finances.

* * *

Cette parenthèse fermée, la section centrale croit bon de signaler, à propos plus particulièrement du personnel des douanes, que, cette année encore, ses *desiderata* relatifs à l'amélioration matérielle de sa condition ont continué à parvenir au Département des Finances et aux membres de la Législature malgré les progrès notables réalisés ces dernières années.

A l'effet de se renseigner, en conséquence, la Section centrale a cru devoir poser à M. le Ministre des Finances la question suivante :

QUESTION.

« a) Quel est le sentiment de M. le Ministre en ce qui regarde les réclamations actuelles des agents du service des douanes, particulièrement des préposés, qui se plaignent de jouir d'un traitement insuffisant pour vivre normalement? N'y aurait-il pas lieu de tenir compte, dans la fixation des traitements, de la cherté plus grande de la vie dans certaines régions?

» b) M. le Ministre aurait-il l'obligeance de faire tenir à la section centrale, en vue d'insertion dans le rapport, le tableau des améliorations et des changements apportés à la condition des dits agents par lui-même et par ses prédécesseurs depuis 1884? En y mentionnant, notamment — au moins d'une façon approximative — le nombre des agents qui ont profité des changements survenus. »

RÉPONSE.

« Ci-joint un tableau où sont indiqués les relèvements de traitement et les délais d'avancement décrétés successivement depuis 1884.

» On voit, notamment, dans ce tableau que pour les simples préposés, particulièrement visés dans la question, le traitement de début, qui était de 900 francs en 1884, a été porté d'abord à 1,000 francs, puis à 1,100 francs, et que le maximum est passé de 1,100 à 1,400 francs. Actuellement donc, les préposés débutants — qui, sauf très rares exceptions, sont célibataires —

ont un traitement de 1,100 francs; ils obtiennent une première augmentation après deux années de service et une seconde après un nouveau terme égal, en sorte qu'après quatre années ils ont un traitement de 1,200 francs, qui était jadis celui des sous-brigadiers, et cela en attendant les augmentations ultérieures qu'ils peuvent encore obtenir dans le même grade ou celles à résulter de promotions.

» En France, lorsque les relèvements annoncés dans la discussion du budget de 1910 seront réalisés — car on a prévu l'échelonnement de la dépense sur plusieurs exercices — les traitements des préposés équivaldront à ceux des préposés belges : minimum 1,100, maximum 1,400, quoique la vie soit notablement plus chère en France.

» Il ne faut pas songer à adopter un barème différentiel gradué en raison du coût plus élevé de la vie dans certaines localités; plusieurs raisons s'y opposent, entre autres la mobilité de la résidence pour un grand nombre de douaniers. Mais, il y est pourvu par le moyen de l'indemnité de résidence; celle-ci est allouée aux employés mariés ou ayant la charge de proches parents, dans la généralité des villes où il y a un détachement de douane : non seulement dans les deux principaux centres (Anvers et Bruxelles), où le détachement compte des centaines d'hommes, mais même dans de petites villes où il n'y a qu'un petit nombre de douaniers.

» L'indemnité de résidence varie de 125 à 200 francs, selon l'importance des localités.

» D'autre part, une indemnité annuelle de 100 francs est allouée à tous les employés, jusqu'au grade de brigadier inclusivement, qui, dans d'autres résidences, sont astreints au port habituel de l'uniforme.

» Il existe encore d'autres allocations accessoires, notamment la rémunération des prestations extraordinaires, chose courante dans les localités qui ont des installations maritimes, sans parler des récompenses pécuniaires pour découverte de fraudes, etc.

» De plus, le Trésor public intervient généreusement dans les dépenses extraordinaires occasionnées par des circonstances malheureuses, telles que maladie du mari, de la femme, d'un enfant, etc. Telle est, en fait, la destination principale du crédit de 520,000 francs inscrit à l'article 17 du budget en cause. »

***TABLEAU** indiquant les modifications apportées depuis 1884 aux traitements des employés inférieurs des douanes et le nombre d'agents qui ont bénéficié de ces modifications.*

TABLEAU indiquant les modifications apportées depuis 1884 aux traitements des employés

DÉSIGNATION DES EMPLOIS	BARÈME DES TRAITEMENTS en 1894	MODIFICATIONS			
		Arrêté royal du 27 juin 1896, R. 2372, avec effet rétroactif à par- tir du 1 ^{er} jan- vier 1895.	Arrêté royal du 3 novembre 1906, R. 2835, avec effet rétroactif à partir du 1 ^{er} juil- let précédent.	Arrêté royal du 29 avril 1907, R. 2848, exécutoi- re à partir du 1 ^{er} juillet sui- vant.	Arrêté royal du 19 octobre 1909, R. 2910, avec effet rétroactif à par- tir du 1 ^{er} juillet précédent.
Préposé temporaire	900	1000	"	"	"
		moins de 5 ans 1000	moins de 5 ans 1100		moins de 5 ans 1100
		5 à 10 ans . . 1100	5 ans et plus . 1200		4 ans et plus . 1200
3 ^e catégorie . 900		10 ans et plus 1200	après 15 ann. de serv. dans l'emploi de prép. effectif 1300	"	après 14 ann. de serv. dans l'emploi de prép. effectif 1300
2 ^e id. . 1000		après 10 ann. de serv. au trait. max. . 1300			
1 ^{re} id. . 1100		après 20 ann. de serv. au trait. max. . 1400	après 25 ann. de serv. dans l'emploi de prép. effectif 1400		après 24 ann. de serv. dans l'emploi de prép. effectif 1400
		moins de 5 ans 1300		moins de 5 ans 1300	
Sous-brigadier . . . 1200		5 ans et plus . 1400	"	5 ans et plus . 1400	moins de 10 ans 1400
		après 10 ann. de serv. au trait. max. . 1500		après 5 ann. de serv. au trait. max. . 1500	10 ans et plus 1500
		moins de 5 ans 1600	moins de 5 ans 1600		
Brigadier 1550		5 ans et plus . 1700	5 ans et plus . 1700		"
		après 10 ann. de serv. au trait. max. . 1800	après 5 ann. de serv. au trait. max. . 1800		
Nombre d'agents ayant bénéficié immé- diatement des nouvelles dispositions .		4194	3077	138	851

Le 20 février 1911.

inférieurs des douanes et le nombre d'agents qui ont bénéficié de ces modifications.

APPORTÉES			BARÈME	OBSERVATIONS
Arrêté royal du 1 ^{er} avril 1910, R. 2929, avec effet rétroactif à partir du 1 ^{er} janvier précédent.	Arrêté royal du 10 mai 1910, R. 2930, avec effet rétroactif à partir du 1 ^{er} janvier précédent.	Arrêté royal du 3 novembre 1910, R. 2942, exécutoire à partir du 1 ^{er} janvier suivant.	DES TRAITEMENTS en 1911	
»	»	»	1000	
moins de 4 ans 1100	moins de 2 ans 1100		moins de 2 ans 1100	
4 ans et plus . 1200	2 à 4 ans. . . 1150		2 à 4 ans. . . 1150	
	4 à 6 ans. . . 1200		4 à 6 ans. . . 1200	
après 10 ann. de serv. dans l'emploi de prép. effectif 1300	6 à 10 ans . . 1250	»	6 à 10 ans . . 1250	
	10 ans et plus 1300		10 ans et plus 1300	
après 20 ann. de serv. dans l'emploi de prép. effectif 1400	après 20 ann. de serv. dans l'emploi de prép. effectif 1400		après 20 ann. de serv. dans l'emploi de prép. effectif 1400	
		moins de 10 ans 1400	moins de 10 ans 1400	
»	»	10 ans et plus 1500	10 ans et plus 1500	
		après 15 ann. de grade . . 1600	après 15 ann. de grade . . 1600	
	moins de 5 ans 1600		moins de 5 ans 1600	
»	5 ans et plus . 1800	»	5 ans et plus . 1800	
	après 10 ann. de grade . . 2000		après 10 ann. de grade . . 2000	
498	2419	76	»	

Tout en se bornant à prendre acte des déclarations contenues dans la réponse de M. le Ministre, la section centrale tient à rappeler à son bon souvenir un passage d'un document qui lui fut signalé déjà en 1910 et qui émanait de l'*Union douanière du Hainaut*.

On y lisait :

« 5° Différents centres industriels, tels que Erquelines, Quévy, Quiévrain, sont des endroits où les vivres et les loyers sont des plus chers. Les employés de ces résidences se trouvent dans un état d'infériorité vis-à-vis de leurs collègues d'autres endroits non industriels et même vis-à-vis de ceux de certaines villes, telles que Charleroi et Mons, où la vie animale est moins coûteuse et où une indemnité de résidence est allouée.

« Erquelines se trouve dans une situation tout à fait exceptionnelle, au point que tout le personnel de cette localité, acculé par la cherté des vivres et des loyers, avait transmis à M. le Directeur provincial, le 15 avril 1908, une demande qui n'a pas abouti, tendant à obtenir une indemnité pour frais de résidence. Cette situation lui est créée par le bassin industriel de Jeumont-Marpent (localités françaises) comprenant un personnel ouvrier d'au moins 5,000 personnes, dont la majeure partie sont des Belges, essayant de préférence de trouver une habitation à Erquelines.

« Or, les loyers et les vivres y suivent les conséquences de la loi de l'offre et de la demande et sont de ce fait d'un prix inabordable. Ainsi pour une petite habitation très ordinaire, se composant de deux places en bas et de deux places en haut, le loyer est de plus de 300 francs.

« A part quelques employés, environ le cinquième de l'effectif de cette résidence, dont le loyer est ordinaire pour la position qu'ils occupent les maisons par trop exigües de la Compagnie du Nord-Belge, se composant seulement de deux places en bas et d'une mansarde (celle-ci servant généralement de remise à effets et de chambre à coucher pour les parents et les enfants des deux sexes), les autres paient mensuellement de 22 à 30 francs de location, ce qui les met dans une situation des plus difficile. Une indemnité de résidence s'impose donc pour les agents de ces localités, la cherté des vivres à elle seule l'imposant. »

* * *

Certains des vœux du personnel des douanes, portant sur des points spéciaux, formulés les années antérieures, semblent pouvoir l'être encore.

Tel, par exemple, celui tendant à obtenir que préposés, sous-brigadiers et brigadiers ne soient pas inexorablement contraints de subir un déplacement après un séjour maximum de huit années dans une même localité.

Il demeure toujours vrai que leurs plaintes à ce sujet sont fréquentes.

Ils prétendent que le motif qu'on donne à ce déplacement forcé n'a plus la valeur qu'il pouvait avoir au temps où la règle qu'ils critiquent, déjà fort ancienne, a été établie et où la fraude avait peut-être une intensité plus grande qu'aujourd'hui.

« Est-il raisonnable », disent-ils, « de craindre des complaisances coupables de la part d'agents qui ont fait leurs preuves et qui sont, d'ailleurs, soumis à une surveillance hiérarchique étroite? »

Subsidiairement ils n'omettent pas de faire remarquer que, si tout au moins on allongeait le temps de résidence permis dans une même localité, on arriverait, notamment, à éviter aux préposés devenus sous-brigadiers un second déplacement, conséquence de cette promotion, suivant d'assez près un déplacement imposé à l'échéance du terme de huit ans.

Ceux qui ne sont pas d'Anvers ou de Bruxelles ajoutent — est-ce à tort ou à raison? — qu'on n'applique pas à leurs collègues de ces deux villes la règle dont ils se plaignent, eux.

Sans doute, les préposés reçoivent une indemnité de déplacement de 50 francs, et les sous-brigadiers et brigadiers de 80 francs (arr. roy. du 20 déc. 1862); mais, fixée il y a près d'un demi-siècle, cette indemnité est-elle suffisante pour l'employé en ménage?

Peut-être aussi le service se trouve-t-il parfois plutôt désorganisé qu'amélioré par certains changements s'opérant dans le personnel sans autre raison que l'expiration du terme au bout duquel ces changements sont obligatoires.

Tout en se bornant à attirer derechef sur cette question, qui a déjà été développée précédemment dans les mêmes termes, l'attention de M. le Ministre des Finances, la Section centrale émet derechef aussi le vœu que, dans la pratique, et aussi longtemps que la règle susvisée restera en application, chaque fois qu'il existera des raisons suffisamment sérieuses, déduites de l'intérêt respectable des familles, pour qu'il y soit dérogé, cette dérogation ait lieu. Ce pourrait être le cas, par exemple, quand il s'agit d'employés parvenus presque au terme de leur carrière, n'ayant plus à passer au service que quelques années avant d'atteindre l'âge de la retraite. Et aussi, peut-être, quand la continuation des études des enfants, dans des conditions normales, peut devenir impossible ou du moins difficile à raison d'un déplacement à effectuer pour une localité dépourvue des établissements d'enseignement qu'il faudrait.

On est d'ailleurs fondé à reproduire, en terminant l'exposé de ces considérations, cette observation déjà faite que, plus on réduira la quantité des déplacements qui ne sont pas vraiment nécessaires et qui n'ont pas leur pendant dans une série d'autres services administratifs plus ou moins analogues, plus on pourra, soit économiser sur les indemnités de déplacement, soit augmenter le taux de ces indemnités, tout en servant mieux l'intérêt des familles en cause.

* * *

La question de l'organisation du repos dominical pour le personnel des douanes a-t-elle fait un pas depuis l'an dernier?

Elle ne se pose, vraiment, d'ailleurs, que pour le personnel inférieur chargé d'un service extérieur continu.

A l'effet d'être fixée à cet égard, la Section centrale a posé la question dont la teneur suit et qui a reçu la réponse dont la teneur suit également :

QUESTION.

« Quels progrès ont été réalisés durant l'année écoulée pour mieux assurer au personnel des douanes le bénéfice du repos dominical? »

RÉPONSE.

« Ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer, un très grand nombre d'employés des douanes ne sont pas régulièrement de service le dimanche. Au surplus, la question de savoir s'il serait possible de donner à tous les employés des douanes un jour de repos à certains intervalles présente de grandes difficultés et n'a pas encore pu être résolue définitivement ».

Cette réponse a donné lieu à quelques observations.

Certes, le repos dominical complet, pour la généralité des douaniers, est un idéal bien malaisé à réaliser, semble-t-il, parce que la surveillance douanière ne peut jamais être suspendue.

Mais, le service devrait toutefois être organisé, les dimanches et jours de grandes fêtes, de telle façon que chaque agent puisse remplir ses devoirs religieux. Les instructions ministérielles sont, si la Section centrale est bien renseignée, en ce sens. Leur observation stricte est parfois contestée. C'est pourquoi la Section centrale réitère le vœu de voir M. le Ministre tenir la main à ce qu'elles soient scrupuleusement observées.

Mais, outre cela, il lui paraît indispensable que chaque agent ait une journée de repos complet, si ce ne peut être tous les huit ou dix jours, au moins par quinzaine. Les douaniers étant groupés par brigades qui comptent en général de 8 à 12 hommes, on se demande ce qui empêcherait de régler entre ceux-ci un roulement amenant pour chacun, à tour de rôle, un jour de congé à intervalles réguliers. Tel était déjà l'avis de plusieurs Sections centrales qui ont examiné le budget des finances les années antérieures.

*
* *

La Section centrale a posé également à M. le Ministre des Finances, à propos du service des douanes, la question suivante :

QUESTION.

« Quels progrès ont été réalisés, dans l'installation des abris pour les employés des douanes de planton aux poteaux-frontière, depuis que la section centrale chargée de l'examen du précédent budget des finances s'est occupée de la question ? »

RÉPONSE.

A cette question, M. le Ministre des finances a répondu :

« Partout où la nécessité en a été reconnue et où la mesure se conciliait avec les intérêts de la surveillance, l'administration a fait établir des abris pour les employés des douanes chargés du service de planton à la frontière ».

Déjà la Section centrale chargée d'examiner l'an passé le budget des finances a signalé à M. le Ministre des Finances que l'*Union douanière du Hainaut* lui avait fait tenir un mémoire spécial renfermant une série de

desiderata qui paraissaient l'intéresser particulièrement et parmi lesquels figurait celui-ci :

« Qu'il soit créé un abri à l'employé de planton au poteau-frontière.
 » Cet agent est exposé d'un bout à l'autre de l'année à toutes les intempéries,
 » non pas pendant une heure ou deux consécutives, mais pendant toute la
 » durée de son service journalier — douze, dix ou sept heures suivant la
 » saison. Sa santé est donc constamment compromise.

« La région de Chimay est la plus mauvaise de la province du Hainaut.
 » Dans ce contrôle, à part à Momignies, il n'existe aucun abri : aux bureaux
 » de Beauwelz, Macon, Seloignes (succursale) et Rièzes. »

La section centrale se plaît à espérer que, malgré l'élasticité des termes « partout où la nécessité en a été reconnue et où la mesure se conciliait avec les intérêts du service », elle a bien réellement eu d'avance satisfaction. Elle n'insiste donc pas, en conséquence — du moins pour le moment. Sauf cependant que, pour autant que de besoin, elle se permet d'attirer de nouveau la bienveillante attention de M. le Ministre des finances sur les postes des douanes visés spécialement par l'*Union douanière du Hainaut*.

* * *

Quand on parle douanes, il convient de ne pas seulement songer au personnel de cette administration, mais aussi et surtout à ceux qui sont appelés à subir son action ou doivent avoir avec elle des rapports forcés.

Or, la lecture des *Annales* du 1^{er} février 1910 (extrait de l'*Analyse des pétitions*, p. 401, 2^e col.), a permis à la section centrale de constater que « le Comice agricole de Tournai-Templeuve-Celles émet le vœu que les cultivateurs habitant dans le rayon des douanes puissent faire toutes les déclarations à l'administration communale, dans les communes où il n'y a pas de bureau des douanes, et que le rayon des douanes soit réduit de 5 kilomètres à 2,500 mètres ». Depuis lors, ces mêmes vœux ont été formulés plusieurs fois à la Chambre et au Sénat.

« Il faut espérer que M. le Ministre des Finances aura en connaissance de la pétition de ce Comice et qu'il sera fait droit, dans la mesure du possible, au vœu des cultivateurs dont il s'agit. Les cultivateurs de tous les arrondissements frontières sont aussi intéressés qu'eux à ce qu'il en soit ainsi. Le formalisme douanier doit être réduit progressivement si faire se peut, car il ne doit jamais être ou devenir une gêne inutile pour ceux qui y sont assujettis. » Ainsi s'exprimait, par l'organe de son rapporteur, la section centrale qui a été chargée d'examiner le budget des finances pour 1910.

Les deux vœux susvisés ont fait, cette année, l'objet d'une question précise de la section centrale.

Voici la question et la réponse de M. le Ministre :

QUESTION.

« Quelle suite a été donnée : 1^o au vœu, précédemment exprimé, de voir les cultivateurs habitant dans le rayon des douanes autorisés à faire toutes

leurs déclarations au siège de l'administration communale dans les communes où il n'y a pas de bureau des douanes; 2° au vœu de voir le rayon des douanes réduit de 5 kilomètres à 2,500 mètres? »

RÉPONSE.

« 1° Les formalités douanières prescrites par l'arrêté royal du 23 juin 1887 relativement à la détention et à la circulation du bétail dans le rayon des douanes nécessitent la tenue d'écritures multiples dont il n'est pas possible de charger les administrations communales.

» D'ailleurs, toutes les facilités compatibles avec les exigences de la surveillance et de la répression de la fraude ont été accordées pour l'accomplissement des formalités incombant aux détenteurs de bestiaux.

» 2° L'arrêté du 8 novembre 1903 a dispensé de l'accomplissement des formalités relatives au bétail les détenteurs établis à plus de 2,500 mètres du territoire étranger dans la majeure partie du rayon longeant les frontières allemande et Grand-ducale.

» Cette dispense a été consentie à raison de l'absence de constatations de fraudes de bétail dans cette partie du pays. Les circonstances ont fréquemment démontré l'impérieuse nécessité de maintenir intacts sur les frontières française et néerlandaise les moyens de surveillance dont la douane dispose. Or, comme la levée de la réglementation actuelle au delà de la zone limitrophe de 2,500 mètres affaiblirait les garanties existantes, le Gouvernement ne saurait s'y rallier. »

La section centrale, par la lecture de cette réponse, a constaté, à regret, que jusqu'ici les doléances des cultivateurs des communes où n'existe pas un bureau des douanes ne sont pas parvenues à émuouvoir l'administration des douanes. Si le souci de contrecarrer et d'empêcher la fraude est éminemment respectable, celui de ne pas imposer aux cultivateurs des pertes de temps considérables — doublées nécessairement de dépenses inutiles — ne l'est pas moins. Et il paraît inadmissible qu'il faille nécessairement obliger les cultivateurs à se les imposer uniquement parce que l'administration des douanes ne cherche peut-être pas, avec un désir suffisamment vif de le trouver, le moyen de laisser remplir sur place par les intéressés la formalité des déclarations. Elle se plaint à espérer qu'on finira par faire droit aux réclamations des cultivateurs sur ce point.

* * *

La section centrale qui a examiné le budget pour l'exercice 1908 s'était demandé si la distillation clandestine de l'alcool ne fait pas d'inquiétants progrès et si, en conséquence, des mesures nouvelles de contrôle ne sont pas indispensables.

La section centrale chargée de l'examen du budget pour 1910 s'est posé la même question. Pour le même motif, savoir celui-ci : il ne faut pas que la diminution de la consommation de l'alcool, à laquelle tout le pays applaudit

et qui ne s'est vraiment manifestée qu'à dater du moment où la loi de 1896 augmentant les droits d'accise sur l'alcool a, en fait, sorti ses effets, ne soit qu'une illusion — et elle pourrait n'être que cela, si, à côté de la consommation humaine connue et statistiquée de l'alcool, une autre prenait place, celle de l'alcool produit clandestinement ! Certes, la surveillance du fisc sur la production de l'alcool dans l'usine est étroite. Mais, la sortie de l'usine est-elle assez contrôlée ?

Le transport de l'alcool ne devrait-il pas être couvert par des documents, comme on en exige pour des marchandises dont on a bien moins de raisons de se préoccuper ? Sans vouloir se prononcer nettement pour l'affirmative, la section centrale croit cependant devoir signaler à M. le Ministre le grand intérêt que l'examen approfondi de cette question présente incontestablement. Elle a d'ailleurs demandé son avis à M. le Ministre des Finances.

QUESTION.

« Depuis que la question a été soumise à l'examen de son administration par de précédentes sections centrales, M. le Ministre n'en est-il pas arrivé à cette conclusion qu'il y aurait lieu d'exiger que le transport de l'alcool fût couvert par des documents ? »

RÉPONSE.

« Actuellement, un document est déjà exigé pour le transport :

» 1° Des alcools dans le rayon des douanes ;

» 2° Des alcools destinés à être employés, en exemption des droits, à des usages industriels ;

» 3° Des alcools déclarés pour l'exportation ou le dépôt en entrepôt, avec décharge de l'accise ;

» 4° Des alcools livrés, avec transcription de l'accise, à un distillateur industriel, à un rectificateur, à un négociant en gros, à un liquoriste, à un fabricant de liqueurs fines ou d'eaux de senteur.

» En outre, il importe de remarquer que les rectificateurs doivent tenir deux registres dans lesquels ils indiquent notamment, d'une part la quantité de flegmes ou d'alcools entrés dans leur établissement ainsi que l'usine d'où ceux-ci proviennent, d'autre part les quantités expédiées, avec la désignation du destinataire. Les agents du fisc sont ainsi mis en mesure, même lorsqu'il n'y a pas de document de transport, de s'assurer de la provenance licite des produits et de la destination réelle qui leur est donnée après rectification.

» La question de savoir s'il y a lieu de faire couvrir par un document toutes les expéditions d'alcool indistinctement est fort complexe. L'adoption de semblable mesure, si on veut lui donner un effet utile, entraînerait le droit, pour les agents de l'administration, d'arrêter et de visiter tous les transports, quels qu'ils soient, en vue de s'assurer s'ils ne renferment pas d'alcool, et de pénétrer sans assistance chez les détenteurs de ce produit. Or,

ces moyens d'investigations, conséquence inévitable du système indiqué, ne manqueraient pas de soulever les plus vives protestations. »

La section centrale est d'avis que, si le transport de l'alcool à la sortie de l'usine pourrait être davantage contrôlé et surveillé, ce doit être sans vexations inutiles pour les transporteurs et pour le public. Le Département des Finances a raison de ne pas vouloir aller au-devant de protestations énergiques. Mais, il lui suffirait peut-être de régler les choses avec le tact et la mesure qui s'imposent pour que ces protestations ne se produisent pas. Alors, en tous cas, elles seraient certainement moins vives et bien moins légitimes que celles des cultivateurs obligés d'aller faire des déclarations parfois fort loin en dehors de leur commune, parce qu'il ne s'y trouve pas de bureau des douanes, protestations qui jusqu'à ce jour ont trouvé parfaitement indifférente l'administration des douanes.

*
* *

Connexe à la question des douanes est celle des statistiques du commerce international.

Ci-dessous la question et la réponse concernant ces statistiques :

QUESTION.

« Qu'a-t-il été fait durant l'année écoulée pour faire cesser les discordances profondes qui existaient, à certains points de vue, entre les statistiques du commerce international dressées en Belgique et celles corrélatives dressées à l'étranger — discordances de nature à fausser l'interprétation des faits à constater par ces statistiques ? »

RÉPONSE

« Il serait injuste d'imputer ces discordances à la méthode suivie par le service de la statistique belge. Elles dépendent de circonstances multiples et, notamment en ce qui concerne les importations, de la grande diversité des tarifs internationaux, et en ce qui concerne les exportations, de la diversité des modes de constater la sortie des marchandises.

» Il ne faut guère espérer réussir à éliminer toutes les causes de discordance; à quoi l'on peut tendre, c'est à en éliminer une partie.

» La Conférence internationale de statistique commerciale, dont la Belgique a pris l'initiative et à laquelle vingt-sept pays ont adhéré, s'est réunie à Bruxelles du 19 au 23 septembre derniers.

» Les délégués à cette Conférence ont décidé de proposer à leurs Gouvernements respectifs l'adoption d'une classification uniforme des marchandises en cinq catégories générales ainsi dénommées, savoir :

- » I. Animaux vivants;
- » II. Objets d'alimentation et boissons ;
- » III. Matières brutes ou simplement préparées ;
- » IV. Produits fabriqués ;

» V. Or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'argent.

» On peut espérer que la proposition rencontrera l'assentiment général et que la nomenclature commune pourra être mise en pratique prochainement.

» Cette innovation facilitera la comparaison de la statistique des divers pays et permettra de mieux rechercher les causes des discordances signalées ainsi que les mesures à prendre pour y remédier autant que possible. »

* *

La section centrale a pris acte, avec satisfaction, des déclarations contenues dans la réponse ci-dessus. Elle se félicite de ce que l'intervention de la section centrale chargée d'examiner le budget pour 1910 ne soit pas, dans l'ordre d'idées susvisé, restée sans effet utile.

* *

Plus d'une fois lorsqu'il fut question, à la Chambre, des agents du fisc, des membres se plaignirent, non sans raison, de la façon insolite dont il arrive à ces agents de constater les infractions ou les prétendues infractions à la loi, de la façon dont ils rédigent ensuite leurs procès-verbaux et ce dans un esprit manifeste de prévention poussé souvent bien au delà des justes limites — le tout s'expliquant par l'intérêt personnel qu'il leur arrive d'avoir, à raison du système dit des *primes*, à la réussite de poursuites entamées sur leur initiative. La Section centrale serait heureuse de pouvoir constater, au cours de la discussion publique du Budget pour 1911, — ce qui n'a pas été fait au cours de la discussion du budget pour 1910 — que le Département des Finances a tenu compte des observations qui lui ont été faites antérieurement à ces divers points de vue. Elle en serait d'autant plus heureuse qu'elle ne peut d'ailleurs, comme ses devancières, que féliciter les agents du fisc de leur zèle à servir les intérêts de l'État ou mieux du Trésor public.

* *

La question du mode de constatation des contraventions aux lois fiscales et celle des pénalités dont sont frappés ceux qui sont regardés comme les ayant enfreintes se touchent.

Les pénalités sont redoutables ! En matière fiscale, point de bénéfice des circonstances atténuantes possible ! Point de condamnation conditionnelle non plus ! Point de liberté d'appréciation même, d'ordinaire, pour les juges en ce qui regarde l'adaptation de la peine à la gravité de l'infraction : la loi ne les autorisant pas à appliquer une peine minima au lieu d'une peine maxima, ou une peine intermédiaire entre un maximum et un minimum. Cette rigueur ne se justifie cependant pas toujours, loin de là. Un tempérament devrait y être apporté. Il n'appartient, du reste, qu'au législateur de le faire, l'administration et les tribunaux étant désarmés à cet égard et ne pouvant qu'appliquer la loi. Mais il va de soi que c'est cependant plutôt au Gouvernement qu'aux membres de la Législature qu'il appartient de prendre, à cet effet, telles initiatives que de besoin. C'est ce qui fut signalé les années antérieures. Il convient de le répéter, aucune initiative n'ayant été prise en ce domaine pour améliorer un état de choses regardé depuis longtemps comme peu en harmonie avec les progrès du droit pénal dans ce dernier quart de siècle.

* *

La codification des lois fiscales, dont commence à se préoccuper, presque chaque année, la section centrale chargée de l'examen du Budget des Finances a fait aussi l'objet d'une question.

Voici cette question et la réponse qui y fut faite :

QUESTION.

« Quand sera achevée la codification des lois fiscales et quelles mesures seront prises pour assurer convenablement la publicité, la classification et la codification ultérieures des dispositions législatives et autres à venir? »

RÉPONSE.

« L'Administration compétente met en ce moment la dernière main à un nouveau code ou recueil coordonné des contributions directes, douanes et accises.

» Le tome II, comprenant, notamment, toute la législation douanière, vient de sortir des presses. La partie du tome I concernant les contributions directes est également terminée; celle relative aux accises est en voie d'impression et sera achevée à bref délai.

» Quant aux dispositions à venir, il en sera de ces matières comme de toutes autres matières juridiques : elles recevront la publicité légale par la voie du *Moniteur* et seront enregistrées dans les recueils généraux ou spéciaux de législation. »

Il ne suffira pas de codifier les lois existantes. Il faudra aussi empêcher la situation dont on se plaint aujourd'hui de renaître et organiser, en conséquence, convenablement la publicité, la classification et la codification ultérieures des dispositions législatives, arrêtés royaux, circulaires ou instructions ministérielles, décisions administratives ou judiciaires à venir et qui ne tarderaient pas, si l'on n'y prend garde, à encombrer encore le domaine fiscal et à embarrasser les citoyens.

* * *

L'examen du chapitre III du Budget (Administration des contributions directes, douanes et accises dans les provinces) a amené la Section centrale à constater qu'il n'a pas été donné de suite au vœu formulé à diverses reprises de voir le contribuable nanti désormais, pour couper court à toute confusion, de trois feuilles de contributions : l'une visant les contributions perçues au profit de l'État, une seconde celles perçues au profit de la province et la troisième celles perçues au profit de la commune. Ce vœu, ainsi que cela a été signalé plus haut, a été formulé de nouveau dans l'une des sections. Il est signalé attentivement à la bienveillante attention de M. le Ministre des Finances.

* * *

En ce qui regarde le personnel des contributions, la section centrale a été appelée à connaître de divers *desiderata*, formulés les uns par les contrôleurs, les autres par les employés des receveurs.

Les contrôleurs, surtout depuis la suppression des sous-contrôleurs, insistent vivement sur la question des « frais et débours qu'ils font », disent-ils, « dans l'intérêt du Trésor ». Ils insistent plus particulièrement sur leurs frais de déplacement et demandent, soit qu'on les en indemnise, soit tout au moins qu'on leur accorde le libre parcours dans leur ressort pour déplacements de service. Les considérations qu'ils font valoir à l'appui de leur demande ont été consignées par eux dans un mémoire qu'ils ont prié le rapporteur de la section centrale de remettre à M. le Ministre — ce qui a été fait.

De son côté, l'Administration des finances objecte que, lors de la suppression des sous-contrôleurs, le ressort de beaucoup de contrôles a été réduit et que le nombre des contrôleurs a été augmenté, de sorte que, dans bien des cas, s'il y a, pour les contrôleurs, augmentation de frais d'un côté, il y a pour eux diminution de frais d'un autre — d'où compensation, plus ou moins. Quoiqu'il en soit, la section centrale prie M. le Ministre de rechercher s'il n'y aurait pas avantage, même pour le Trésor, à nantir les contrôleurs des contributions d'un libre parcours dans les conditions limitées susvisées.

Quant aux employés des receveurs des contributions, c'est la question de leur avenir administratif qui les préoccupe.

D'où, à leur sujet, la question et la réponse suivantes :

QUESTION.

« Quelles sont, envisagées notamment au point de vue de la stabilité de leur situation, les chances d'avenir des employés des receveurs des contributions? »

RÉPONSE.

« Les employés des receveurs des contributions peuvent acquérir une situation stable en subissant avec succès — et c'est le cas d'un grand nombre d'entre eux — l'examen de concours requis pour l'obtention de l'emploi de surnuméraire et, par la suite, d'emplois plus élevés dans l'administration des contributions directes, douanes et accises.

» A ceux qui ne se présentent point à ce concours ou qui ne parviennent pas à le subir avec succès, la qualité de commis-agréé donne accès aux emplois de préposé des douanes et de commis des accises.

» Ces deux voies leur sont ouvertes à titre de faveur vers les fonctions officielles.

» On ne peut pas songer à assurer une situation stable aux employés particuliers librement choisis par les receveurs sous leur responsabilité et sans qu'il soit exigé aucune épreuve de leurs auxiliaires. »

Il paraît difficile à la section centrale de ne pas partager l'avis de M. le Ministre des Finances, surtout en ce moment où l'on se plaint assez généralement de l'extension excessive du fonctionnarisme.

La section centrale a cru, ensuite, devoir fixer son attention sur l'article 20, littera n, ainsi libellé : « Indemnité des agents chargés de la mise au courant des documents cadastraux se rapportant à la nouvelle évaluation des propriétés foncières, 24,500 francs. »

Pour s'éclairer, elle a demandé à M. le Ministre si « les 24,400 francs prévus suffiront pour mener à son terme la péréquation cadastrale ? »

La réponse de M. le Ministre a été :

« Comme l'indique le libellé du littera n de l'article 20 du tableau visé dans la question, le crédit de 24,500 francs est destiné à indemniser les agents chargés de la mise au courant des documents cadastraux se rapportant à la nouvelle évaluation des propriétés foncières; le moment venu, un crédit spécial pourra être sollicité pour la continuation des opérations en ce qui concerne les fabriques ou usines et les propriétés non bâties. »

Dont acte.

*
* * *

En terminant l'examen du chapitre III du projet de budget, la section centrale a pris connaissance de la protestation suivante qui lui est parvenue et qu'elle a décidé de soumettre, pour examen également, à M. le Ministre des Finances :

» Aucune industrie n'est régentée et ligottée comme l'industrie du sucre alors que, dans la distillerie, des fraudes colossales sont de pratique courante, sans que le fisc y ait apporté, depuis longtemps, la moindre entrave efficace.

» L'industrie sucrière subit une première tracasserie par la prise en charge préalable, établie à 20 p. c. en dessous du rendement réel (done prise en charge illusoire, — ce qui n'empêche pas que le fabricant doit fournir aux accises un bureau de 12 mètres carrés pour abriter des fonctionnaires qui n'y sont jamais et qui contrôlent une chinoiserie industrielle et fiscale, puisque, si le fabricant parvenait à escamoter 20 p. c. de sa fabrication, le fisc n'aurait rien à lui dire.)

» La seconde tracasserie consiste dans le recensement des mélasses fabriquées, mélasses recensées au volume par le poste de fabrication, par le poste de douane et par le contrôleur : à chaque expédition, on contrôle le poids sur des lettres de voiture spéciales, visées par la permanence du ressort et puis, sans la moindre surveillance, la mélasse est expédiée à destination, où elle arrive pour subir un nouveau contrôle du poids, mais sans qu'on tienne compte de la densité, chose essentielle, rendant ainsi le contrôle inopérant dans une large mesure.

« Troisième tracasserie : le fisc exige un plan détaillé des appareils et des tuyaux s'y rapportant (pour eau, vapeur, lait de chaux ou jus) et il ne peut y être fait le moindre changement sans la permission du contrôle. Les plans doivent être faits en triple expédition, dont l'une destinée à Bruxelles.

« Quatrième tracasserie : le cautionnement ! Je fabrique un sac de sucre, je suis éventuellement redevable au gouvernement de 20 francs. D'où l'exigence d'un cautionnement, en immeubles ou en rentes belges, assez

important pour couvrir les droits à payer pour les sucres produits pendant une période de x jours.

« Si je mets 20,000 sacs en magasin, je dois déposer un cautionnement de 20.000 fois 20 francs, soit 400.000 francs. Le fisc doit donc être tenu pour satisfait, semble-t-il. N'empêche qu'on mettra ma marchandise sous clef et que je ne pourrai y toucher ni la visiter sans le concours du personnel de la douane, que je devrai prévenir vingt-quatre heures d'avance !

« Mais il y a mieux encore : nos usines sont évaluées, dans le cautionnement, pour un prix dérisoire ; on ne compte que la valeur du terrain et celle de l'immeuble, tandis que le matériel n'est compté pour rien, alors que dans les autres pays liés par la convention internationale qui nous lie, il n'y a pas de cautionnement comme ici ou bien l'usine figure avec sa valeur complète, matériel compris. (Ajoutons cependant que, en Belgique, il en va ainsi aussi pour une usine, mais pour une seule ! — Pourquoi ?).

« Le cautionnement de quelques usines est une charge allant de 0.20 à 0.50 centimes à la tonne, alors que le Trésor ne court aucun risque. Le cautionnement ne devrait exister que pour les sucres en magasin libre et, en tous cas, les usines devraient être acceptées en cautionnement pour leur valeur industrielle, fixée de commun accord par le fisc et l'intéressé. »

*
* *

Le chapitre IV du Budget concerne l'Administration de l'enregistrement et des domaines, à laquelle ressortit le service des hypothèques. Au sujet de ce dernier, la section centrale a cru devoir poser à M. le Ministre la question dont la teneur suit :

QUESTION.

« Pourquoi la législation n'a-t-elle pas été saisie jusqu'ici du projet de loi annoncé l'an passé touchant la division de la conservation des hypothèques de Bruxelles et quand en sera-t-elle saisie ? »

A la date du dépôt du présent rapport, la réponse à la question ci-dessus n'était pas parvenue à la section centrale.

Il importe de rappeler ici que, depuis 1901, la Chambre est saisie d'une proposition de loi, émanant de l'initiative de MM. Hoyois et consorts, portant division de diverses grandes conservations d'hypothèques du pays, proposition de loi qui a été adoptée par la Commission spéciale constituée pour l'examiner et qui a fait l'objet d'un rapport favorable déposé sur le Bureau de la Chambre le 10 avril 1908. Il est à désirer que le projet de loi annoncé l'année dernière par M. le Ministre et concernant la division de la conservation des hypothèques de Bruxelles soit déposé le plus tôt possible.

*
* *

MM. Hoyois et consorts ont, le 5 mai 1900, saisi la Chambre d'une proposition de loi apportant des modifications à notre régime hypothécaire lui-

même, en vue plus spécialement d'y apporter, d'un côté, des simplifications notables, d'un autre, un accroissement de sécurité hautement désirable pour le public.

Déjà, en 1901, le rapport de la section centrale chargée de l'examen du Budget des Finances, visant cette proposition de loi, contenait ces lignes :

» La Section centrale exprime le désir que le Gouvernement s'occupe activement de l'étude de cette question, dont l'importance ne saurait lui avoir échappé, et qu'il soumette le plus tôt possible à la Chambre un projet de loi complet sur la matière. »

La Section centrale chargée de l'examen du Budget des Finances pour l'exercice 1908 déclara faire sien le vœu de sa devancière. Elle crut cependant devoir ajouter que, « si le projet de réforme hypothécaire soulève des » questions plus ou moins délicates sur lesquelles des vues divergentes » peuvent exister, il est des innovations simples à réaliser sur lesquelles il » y aurait accord unanime et dont la prompte réalisation apparaît comme » d'autant plus désirable que les conservations d'hypothèques s'encombrent » toujours davantage, que les recherches y deviennent de jour en jour plus » difficiles pour les conservateurs, plus périlleuses pour eux et pour le » public. Parmi ces innovations figurent, en premier lieu, la meilleure » spécialisation des biens et des parties, la fixation d'un laps de temps — » de 30 ans par exemple — sur lequel devraient uniquement porter les états » des charges, des simplifications d'écritures et d'autres mesures du même » genre, ne touchant en rien aux principes sur lesquels repose notre régime » hypothécaire actuel ».

Cependant, depuis lors, rien, à la connaissance de la Section centrale, n'a été fait dans le sens préindiqué. La situation est restée telle qu'elle était.

En sera-t-il ainsi longtemps encore ? Non, probablement. D'autant plus que la Section centrale a appris que la Commission spéciale instituée à la suite du dépôt de la proposition de loi de MM. Hoyois et consorts a arrêté, depuis un certain temps déjà, les termes d'un avant-projet, soumis probablement maintenant à l'examen de M. le Ministre de la Justice, sans doute après avoir été examiné par M. le Ministre des Finances.

Cet avant-projet, qui n'est pas touffu, paraît-il, pourrait, lui aussi, être soumis à bref délai à l'examen du Parlement — car il n'est pas de nature à y soulever de longues discussions, malgré l'importance pratique qu'il présentera.

Pour être fixée à cet égard, la Section centrale avait posé à M. le Ministre des Finances la question que voici :

« La Commission spéciale instituée à la suite du dépôt, le 5 mai 1900, de la proposition de loi de MM. Hoyois et consorts touchant des modifications à apporter à notre régime hypothécaire a, depuis un temps déjà relativement long, si la section centrale est bien renseignée, arrêté les termes d'un avant-projet, peu touffu, soumis par elle depuis lors à l'examen de M. le Ministre. Quand M. le Ministre compte-il que ce projet sera soumis à la législature ? »

Aucune réponse à cette question n'est parvenue à la section centrale.

Il ne faut pas confondre la Commission dont il vient d'être parlé avec celle visée à l'article 34 du Budget et pour laquelle, depuis plusieurs exercices, il est demandé annuellement un crédit de 8,000 francs. Cette seconde Commission extra-parlementaire a pour objet l'étude de la refonte des lois sur les droits d'enregistrement, de timbre, d'hypothèque et de succession. Son travail semble devoir se prolonger durant plusieurs années encore. On s'est demandé, une fois de plus, en Section centrale, si celui-ci ne pourrait être divisé de telle manière que, au fur et à mesure que l'une des quatre matières dont elle a la charge de poursuivre l'étude aurait fait, de sa part, l'objet de propositions, celles-ci pourraient, séparément, faire l'objet d'un projet de loi à soumettre, sans plus attendre, à l'examen des Chambres. De l'échange de vues auquel il a été procédé il résulte, une fois de plus également, que la Commission dont il s'agit estime que son travail ne peut, normalement, faire l'objet que de propositions d'ensemble ; malgré la diversité des matières fiscales dont elle a à aborder l'examen, celles-ci sont dominées par des règles générales qui doivent être communes, à peine d'introduire, parfois, et de maintenir, d'autres fois, dans ces matières des discordances et un manque d'harmonie sans justification possible ! D'autre part, il va de soi que la refonte dont il s'agit pourrait affecter les recettes du Trésor public et porter préjudice à celui-ci, si la diminution éventuelle de droits en certaines matières n'amenait pas de compensations corrélatives en ce qui concerne d'autres matières.

*
*
*

C'est aussi au chapitre de l'enregistrement et des domaines que se rattache l'article 24 du projet de budget. Il est libellé : « traitement du personnel des domaines ».

Il comporte une dépense supérieure de 124,500 francs à celle visée par l'article corrélatif du budget pour 1910.

Cette augmentation de dépenses représente, lit-on au tableau donnant les développements du budget, le montant du crédit — nouveau — pour le « service spécial des terrains et serres de Laeken : traitements, indemnités et salaires ».

Le traitement et les salaires du personnel chargé de la culture des terrains et de l'entretien des serres du domaine royal de Laeken donnés à l'Etat par feu S. M. Léopold II en 1900, en même temps que d'autres biens (loi du 31 décembre 1903), devait, en effet, incomber à l'Etat, en vertu de l'une des clauses de la donation, à partir du décès du donateur. On ne doit pas perdre de vue que les biens donnés renferment de riches collections.

Le personnel dont il s'agit est également chargé de la culture des serres fleuries du Stuyvenberg, appartenant aussi à l'Etat, qui proviennent de l'ancienne Fondation de la Couronne du Congo. Situées en dehors du domaine de Laeken et étrangères à la donation de 1900, ces vastes serres sont susceptibles d'être données en location.

Sachant le problème de cette location à l'étude, la section centrale a posé à M. le Ministre des Finances la question dont la teneur suit :

QUESTION.

« Quand la question de la location des serres du Stuyvenberg qui faisaient partie de l'ancienne fondation de la couronne du Congo sera-t-elle résolue ? »

» Quelles seront les conséquences de la solution qui interviendra au point de vue du but à atteindre, des conséquences financières et de la réduction du personnel ? »

A cette question, M. le Ministre des Finances a fait la réponse suivante :

RÉPONSE.

« Il n'est pas possible de préciser la date à laquelle la question de la location des serres du Stuyvenberg sera résolue. Des négociations sont entamées à ce sujet.

» La location des serres permettrait de réduire d'environ 15 unités le personnel ouvrier du domaine de Laeken. Il en résulterait pour le budget une économie de 18,000 à 20,000 francs. »

La section centrale est convaincue que les négociations visées par M. le Ministre des Finances seront poursuivies avec célérité—l'économie annuelle à réaliser n'étant pas à dédaigner.

Elle se permet, d'autre part, d'attirer sa bienveillante attention sur la question de savoir s'il ne serait pas possible, dans l'avenir, de réduire le chiffre de la dépense annuelle à faire pour l'entretien des serres et du domaine de Laeken, donnés à l'État en 1900. A première vue, il lui paraît actuellement fort élevé.

*
* *

La Caisse générale d'Épargne et de Retraite, quoique non mentionnée au projet du budget, relève, elle aussi, — la Chambre le sait — d'une certaine façon tout au moins, de M. le Ministre des Finances.

C'est pourquoi le présent rapport la vise.

La Section centrale a cru d'ailleurs pouvoir se borner à signaler à l'attention de M. le Ministre et, par son canal, à celle de l'administration supérieure de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, les plaintes qui lui sont parvenues touchant les dispositions actuelles de la Caisse d'Épargne à l'égard des sociétés d'habitations ouvrières.

Ces plaintes se trouvent ainsi résumées dans un des mémoires qui ont été remis, sur sa demande, au rapporteur :

« I. Taux d'intérêt :

» Au début, la Caisse d'Épargne prêtait aux sociétés d'habitations ouvrières au taux de 2 1/2 p. c. Actuellement le taux normal est de 3 p. c. Mais, pour jouir de ce taux, les sociétés doivent avoir la moitié de leurs contrats avec les ouvriers avec assurance sur la vie contractée à la Caisse d'Épargne; sinon, le taux est de 3 1/4 p. c.

» C'est ce qui a porté un grand nombre de sociétés à imposer l'assurance sur la vie à tous les emprunteurs.

» Ce système est défectueux pour divers motifs :

» a) Le tarif de la Caisse d'Épargne est plus élevé que tous les tarifs des sociétés les plus sérieuses. On est donc obligé de faire contracter aux ouvriers des assurances qui leur coûtent cher, alors que l'on pourrait les obtenir ailleurs à 20 p. c. de moins.

» b) Si l'assurance sur la vie est nécessaire pour les ouvriers industriels, elle l'est beaucoup moins pour les agriculteurs. L'ouvrier industriel est véritablement le capital de sa famille ; quand il disparaît, le gagne-pain a disparu. Tandis que le cultivateur qui a une petite culture n'a guère que la valeur d'un simple ouvrier agricole : quand il disparaît, sa veuve et ses enfants peuvent continuer l'exploitation avec l'aide d'un personnel étranger — le capital c'est l'exploitation agricole et le patron n'en est qu'un des ouvriers, à qui l'assurance sur la vie est donc beaucoup moins nécessaire qu'à l'ouvrier industriel.

» Il faudrait qu'on en revînt au taux uniforme de 2 1/2 p. c. sans qu'il fût tenu compte des opérations d'assurance sur la vie. Mais on pourrait réclamer des sociétés qu'elles n'exigent qu'un intérêt minime des emprunteurs contractant par ses soins une assurance sur la vie, par exemple 1/4 p. c. de plus que celui exigé par la Caisse d'Épargne.

» II. Opérations des sociétés.

» Parlons des deux espèces de sociétés : les sociétés de crédit et les sociétés de construction.

» Les premières ne peuvent pas construire ni acheter d'immeubles — sinon dans le cas d'exécution d'un débiteur, et encore doivent-elles se débarrasser de cet immeuble aussitôt que possible.

» Les secondes ne peuvent pas prêter : elles ne peuvent que construire ou acheter des immeubles.

» Pourquoi tout cela ?

» Cette organisation empêche de réaliser les opérations les plus intéressantes ; là où il n'y a qu'une société de crédit, ce qui est le cas ordinaire, on ne peut, notamment, favoriser les jeunes ménages (1).

(1) En ce qui regarde les jeunes ménages — et mêmes les ouvriers jeunes, en général — un journal publiait récemment les réflexions suivantes :

« Le cas le plus intéressant, c'est certes celui des jeunes mariés qui voudraient, dès la première année de leur mariage, avoir, bien à eux, l'habitation dans laquelle ils élèveront leur petite famille.

» Ce cas est intéressant parce que c'est pendant les premières années du mariage que l'on a le plus de courage et le plus de facilités pour travailler et pour accumuler les économies.

» C'est aussi intéressant parce qu'on a plus de temps devant soi.

» Généralement les emprunts pour habitations ouvrières sont contractés pour 25 ans.

» Un ménage qui contracterait à 20 ans serait libéré au plus tard à 45 ans.

» Et, après cela, ce serait le repos bien mérité, alors que l'on peut encore en jouir longtemps.

» L'emprunt fait à 30 ans amène jusqu'à 55 ans, à l'âge où l'on commence à perdre forces et courage. A ce moment, le ménage aura consacré toutes ses économies à amortir

» On a parfois dû, pour ce motif, créer deux sociétés. La société de construction achète ou construit des immeubles, et, quand elle se trouve devant des ouvriers qui n'ont pas la somme suffisante pour payer 10 p. c. et les frais de notaire, on échange entre l'emprunteur et la société de construction des promesses respectives de vente et d'achat; l'ouvrier paie ses mensualités comprenant intérêt et amortissement et, quand il a parfait au moyen des amortissements la somme nécessaire pour payer 10 p. c. et les frais, la société de crédit intervient, prête la somme indispensable qu'encaisse la société de construction et la vente se fait définitivement à l'ouvrier. Cette méthode donne de bons résultats; mais, ce n'est qu'un pis-aller et qui entraîne des frais supplémentaires à supporter par les ouvriers. »

» Sans compter que, grâce à cette organisation, les ouvriers dont il s'agit restent très longtemps sans pouvoir jouir de la voix supplémentaire que leur donnerait, au point de vue électoral, la possession de leur immeuble.

» Les sociétés de construction sont d'ailleurs désavantagées : elles doivent payer un intérêt de 5 1/4 p. c., tandis que les sociétés de crédit bénéficient de taux de 5 p. c. (dans les conditions reprises plus haut).

III. — *Ouvertures de crédit.*

« A. Il y a quelques années les sociétés de crédit et de construction, constituées sous la forme de sociétés anonymes, jouissaient d'une ouverture de crédit à la Caisse d'épargne sans que les actionnaires dussent verser plus de 10 p. c. du capital souscrit.

» Mais, quand un actionnaire cédait ses actions à un autre ou en cas de mort, toutes les actions qui passaient en d'autres mains devaient être libérées de 50 p. c.

l'emprunt contracté et, si la maladie survient, on n'aura pu se créer le petit capital qui permettra de faire face aux nécessités

» Or, avec l'organisation actuelle, il n'est guère possible de prêter aux jeunes mariés pour leur faciliter l'achat d'une habitation ouvrière. En effet, on exige des jeunes acheteurs le dixième du prix d'achat et le paiement des frais d'actes.

» Pour une maison de 4,000 francs, le jeune ménage doit donc trouver une somme de 600 francs environ.

» Bien rares sont les jeunes mariés, ouvriers, qui disposent d'une pareille somme. Il faut donc attendre qu'elle se soit accumulée avec les petites économies réalisées. Et, en attendant, les années s'écoulent.

» Puis, les emprunteurs pour l'achat d'une habitation ouvrière doivent habiter eux-mêmes la maison achetée.

» Cette disposition met obstacle à la prévoyance des jeunes gens. Ne devrait-on pas encourager ceux-ci à se rendre acquéreurs d'une habitation dès qu'ils disposent de quelque argent.

» Il ne manque pas de jeunes gens qui, bien avant leur mariage, pourraient s'acquérir une maison et commencer les amortissements au moyen de leurs économies. Au jour de leur mariage, ils auraient déjà à leur crédit un certain avoir et la durée du remboursement en serait réduite d'autant.

» Le législateur devrait prévoir ce cas en autorisant les jeunes gens à ne pas habiter la maison ainsi achetée tant qu'ils restent à la maison paternelle. Les droits pourraient être réclamés intégralement si les intéressés refusaient de jouir eux-mêmes de leur habitation dès qu'ils quitteraient la maison paternelle. »

» Actuellement, outre cette dernière exigence pour les nouvelles sociétés, comme pour les nouvelles ouvertures de crédit des sociétés anciennes, 50 p. c. du capital doivent être libérés.

» Toutes les anciennes sociétés se sont constituées sur la foi des règles de la Caisse d'Épargne n'exigeant que 10 p. c. de libération. Actuellement, ces sociétés doivent, si elles veulent continuer leurs opérations avec de nouvelles ouvertures de crédit, exiger le versement de 50 p. c. sur les actions. Il se fait que des membres de ces sociétés qui étaient devenus actionnaires avec l'engagement de ne jamais verser que 10 p. c. de leurs souscriptions sont invités par leurs sociétés à verser 40 p. c. de plus.

» Prévoyant de nombreux refus, les sociétés préfèrent ne plus faire d'opérations, sinon avec les fonds provenant de rentrées. C'est ainsi que l'on constate un fléchissement considérable dans les opérations de certaines sociétés, qui n'ont plus les fonds disponibles pour faire de nouvelles opérations.

» Cette exigence de la Caisse d'Épargne ne se justifie pas, vu qu'en exigeant le versement de 40 p. c. supplémentaires, elle s'enlève une garantie, le capital exigible devenant moins considérable.

» Il y a eu de nombreuses protestations ; mais on n'en a pas tenu compte et, comme les sociétés et surtout les secrétaires de sociétés sont toujours sous la dépendance de la Caisse d'Épargne, qui, pour la moindre irrégularité, peut exiger le remboursement de sommes considérables, on se tait et on accepte la limitation des opérations des sociétés.

» B. Les sociétés qui ont la forme coopérative ne peuvent baser leur puissance d'emprunt sur la partie non souscrite du capital. Aussi on a soin d'éviter cette forme de société, qui aurait cependant des avantages considérables, puisqu'elle permettrait d'y faire entrer, non seulement des actionnaires qui ne sont pas emprunteurs, mais aussi les ouvriers emprunteurs. Ceux-ci, faisant partie de la société, seraient beaucoup plus intéressés à la prospérité de la société.

« Cette décision a été basée sur une erreur. On a estimé qu'une société coopérative est une association d'ouvriers emprunteurs exclusivement. Ce n'est cependant qu'une forme commerciale, et rien n'empêche que les non-emprunteurs, simple souscripteurs et garants par le capital non versé, soient membres d'une société coopérative. Il resterait à la Caisse d'Épargne le soin de vérifier la situation de fortune et la solvabilité des membres de la société — ce qu'elle doit d'ailleurs faire avec la forme anonyme comme elle devrait le faire avec la forme coopérative.

» C. Les sociétés qui empruntent à 5 1/4 p. c. se trouvent dans une singulière situation.

Voici un cas concret :

« Une société demande une ouverture de crédit de 50,000 francs ; on lui envoie un mandat de cette somme, qu'elle doit toucher à un guichet de la Banque nationale, mais elle ne peut encaisser réellement que la partie nécessaire pour ses besoins immédiats ; le reste, mettons 40,000 francs, doit être versé en compte-courant à un guichet voisin de la Banque nationale et ce compte-courant ne lui rapporte que 5 p. c.

» Elle paie donc 3,25 p. c. sur 50,000 francs et ne touche que 3 p. c. sur le solde disponible de 40,000 francs, soit une perte sèche de 1/4 p. c. sur une somme considérable, sans avoir fait aucune opération.

» C'est une vraie exploitation des sociétés, qui ne parviennent pas à faire la moitié des contrats, avec assurance sur la vie, à la Caisse d'Epargne et des sociétés de construction. »

Vu l'intérêt considérable qui s'attache au bon fonctionnement des sociétés destinées à promouvoir les progrès nécessaires en matière d'habitations ouvrières, la section centrale forme le vœu qu'il soit fait un examen très attentif des griefs ci-dessus articulés.

*
* *

Le projet de budget, mis aux voix, a été adopté par 3 voix contre 1 et 1 abstention.

Le Rapporteur,

Jos. HOÏOIS.

Le Président,

A. HARMIGNIE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MAART 1911.

Begrooting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1911 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER JOZ. HOÏOIS.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1911 bedraagt fr. 22.945,675 »

De kredieten, voor 1910 toegestaan, beloopten 22,033,015 »

Derhalve is er eene verhooging van fr. 912,660 »

Hier volgt, voor de twee afdeelingen van de Begrooting, de vergelijking tusschen beide dienstjaren :

A. — Gewone uitgaven :

Dienstjaar 1911 fr. 22,937,675 »

— 1910 22,025,015 »

VERHOOGING. fr. 912,660 »

B. — Uitzonderlijke uitgaven :

Dienstjaar 1911 fr. 8,000 »

— 1910 8,000 »

»

dus verhooging voor 1911 fr. 912,660 »

De verhooging van de gewone uitgaven en de voorgestelde uitzonderlijke uitgaven, zooals die op het ontwerp van Begrooting zijn uitgetrokken, worden gerechtvaardigd in de daaraan toegevoegde *Inleidende nota*.

(1) Begrooting, n^o 4, XII.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Harmignie, was samengesteld uit de heeren Vandewalle, Hoïois, Rosseeuw, Moyersoën, Bertrand en Huysheuwer.

AFDEELINGSONDERZOEK.

In vier afdeelingen werd het ontwerp van Begrooting aangenomen.

Het werd verworpen in twee afdeelingen.

In vier afdeelingen, met name in de twee die het verwierpen, werd niet eene aanmerking hieromtrent in 't midden gebracht.

In de twee overige was het onderzoek ervan meer dan kortbondig.

In de eene werd door een lid gewezen op het onderhoud van de broci-kassen van Stuyvenberg en een ander lid achtte den toestand van België, in zake van muntstelsel, « uiterst nadeelig ».

Tenslotte, in de laatste van de zes afdeelingen, werd door een lid erop gewezen, dat « sommige ontvangers de van belastingen ontslagen eigenaars, met name de eigenaars van werkmanswoningen, niet op de rol brengen ». Een ander lid vroeg « dat de kas voor weduwen zou worden herzien ». Een derde opperde andermaal den wensch, dat de belastingschuldigen, door hun belastingbiljet zelf, beter zouden ingelicht worden over de aandeelen van Staat, provincie en gemeente in de door hen betaalde belastingen.

Dat was al.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

De Middenafdeeling achtte het nuttig sommige vraagstukken te behandelen, waarop de aandacht der afdeelingen niet werd gevestigd. Zulks deed zij om aldus de gelegenheid te vinden sommige, reeds vroeger uitgebrachte wenschen, waarvan de verwezenlijking spoedvereischend schijnt, in herinnering te brengen, ofwel uit hoofde van de bijzondere gewichtigheid of gepastheid der behandelde vraagstukken.

Sommige vraagstukken betreffen het personeel.

*
* *

Hieromtrent acht de Middenafdeeling het nuttig, vooreerst aan te merken, dat men wellicht niet zoo dikwijls verplicht zou zjn, de wenschen, eischen en klachten van het personeel van 's Rijks diensten te onderzoeken, indien men meer eenheid bracht in de administratieve toestanden. Dit brengen van eenheid zou kunnen gelden zoowel voor de loonen of wedden als voor de voorwaarden tot het bekomen van bevordering en van pensioen, en tevens voor de benamingen der betrekkingen of graden (1). Voegen wij daarbij,

(1) Voorbeeld : De tolbeambten heeten « gepreposeerden der douanen »; de « gepreposeerden der accijnzen » heeten « kommiezen der accijnzen », alhoewel zij evengoed zouden kunnen heeten « gepreposeerden der accijnzen » en zelfs « wachters bij den accijnsdienst », juist zooals de bedienden van het spoorwegbestuur, die « aangesteld » zijn voor den dienst der treinen, « treinwachters » worden geheeten; immers, de kommiezen der accijnzen bewaken fabrieken en werkhuizen dikwijls genoeg om gezegde benaming te verdienen.

dat dit brengen van eenheid zich zou kunnen uitstrekken tot al de ministeriën. 't Spreekt van zelf dat het geen algemeene en radicale hervorming geldt : in menig geval ware het niet mogelijk, noch de volstrekte, noch zelfs de betrekkelijke eenheid tot stand te brengen. Doch in veel meer andere gevallen ware dit mogelijk. Welnu, die eenheid — wordt zij eenmaal tot stand gebracht met de noodig bevonden temperingen en overgangsmaatregelen — zou een einde maken aan de gestadige klachten van bedienden behorende tot dezelfde of tot verschillende diensten, welke, tot staving van die dikwijls ongegronde klachten, herhaaldelijk vergelijkingen in 't midden brengen, die min of meer gegrond voorkomen : het zou voortaan niet meer mogelijk zijn zulke vergelijkingen te doen gelden. Overigens, de heer Minister van Spoorwegen heeft — zoo de Middenafdeeling goed is ingelicht — dit brengen van eenheid, althans gedeeltelijk, ter studie gelegd voor zijn departement. Deze hervorming, die wellicht gemakkelijker kan worden ingevoerd bij het spoorwegbestuur dan overal elders, zou nochtans ook, ten minste in zekere mate, mogelijk zijn bij het Ministerie van Financiën. Daarom is de Middenafdeeling zoo vrij, de aandacht van den heer Minister van Financiën daarop te vestigen.

*
* * *

Dit gezegd zijnde, acht de Middenafdeeling het goed, te doen opmerken dat inzonderheid het personeel van den toldienst, ook dit jaar, niet ophield zijne *bezwaren* betreffende de stoffelijke verbetering van zijnen toestand bekend te maken aan het Ministerie van Financiën en aan de leden der Kamers, ofschoon er in de jongste jaren merkelijke verbeteringen werden ingevoerd.

Derhalve, ten einde ingelicht te worden, achtte de Middenafdeeling het noodig, de volgende vraag te richten tot den heer Minister van Financiën :

VRAAG.

« a) Wat denkt de heer Minister van de huidige klachten der beambten van den toldienst, vooral der gepreposeerden, die er over klagen dat hunne jaarwedde ontoereikend is om behoorlijk te leven? Zou men, bij het bepalen van de jaarwedden, niet in aanmerking moeten nemen den duurderen levensstandaard in sommige streken ?

» b) Zou de heer Minister zoo goed willen zijn, aan de Middenafdeeling mede te deelen, tot opname in het verslag, de tabel der verbeteringen en wijzigingen, in den toestand van bedoelde bedienden gebracht door hem zelf en door zijne voorgangers sedert 1884? Daarin zou, onder andere, worden vermeld — ten minste bij benadering — het getal bedienden die voordeel hebben getrokken uit de ingevoerde wijzigingen. »

ANTWOORD.

« Hierbij is gevoegd eene tabel met opgave van de verhoogingen van wedde en van de bevorderingstermijnen, achtereenvolgens ingevoerd sedert 1884.

» Uit deze tabel blijkt, onder andere, dat voor de eenvoudige gepreposeerden, die in de vraag hoofdzakelijk bedoeld zijn, de aanvangswedde, welke 900 frank bedroeg in 1884, werd gebracht eerst tot op 1.000 frank en daarna tot op 1.100 frank, en dat het maximum werd gebracht van 1.100 frank tot op 1.400 frank. Bijgevolg hebben thans de nieuw benoemde gepreposeerden, die bijna altijd ongehuwd zijn, eene jaarwedde van 1.100 frank; zij bekomen eene eerste verhooging na twee jaren dienst en eene tweede na een gelijken termijn van twee jaar, zoodat zij na vier jaar dienst eene wedde van 1.200 frank bereiken, welke vroeger die der onderbrigadiers was, en wel in afwachting van de latere verhoogingen welke zij nog kunnen bekomen in denzelfden graad of van die ten gevolge van bevorderingen.

» In Frankrijk, wanneer de bij de behandeling der begrooting van 1910 aangekondigde verhoogingen zullen toegestaan zijn — men heeft immers de uitgave verdeeld over verschillende dienstjaren —, zullen de jaarwedden van de gepreposeerden gelijkstaan met die van de Belgische gepreposeerden : minimum 1.100, maximum 1.400, alhoewel het leven merkelijk duurder is in Frankrijk.

« Er kan niet aan gedacht worden, een veranderlijken standaard aan te nemen uit hoofde van de grootere duurte van het leven in sommige streken; daartegen verzetten zich verscheidene redenen, onder andere, het vlug veranderen van standplaats voor talrijke tolbeambten. Daarin echter wordt voorzien door middel van de vergoeding wegens verblijfskosten; deze vergoeding wordt toegekend aan de bedienden die gehuwd zijn of in het onderhoud van bloedverwanten moeten voorzien, meestal in de steden waar een tolkantoor is : niet alleen in de twee hoofdcentrums (Antwerpen en Brussel) waar er verscheidene honderden tolbeambten zijn, maar zelfs in kleine steden met een gering getal tolbeambten.

» De vergoeding wegens verblijfskosten schommelt tusschen 125 en 200 frank, volgens de belangrijkheid der standplaats.

» Anderzijds, wordt eene jaarlijksche vergoeding van 100 frank toegestaan aan alle bedienden, tot en met den graad van brigadier, die in andere standplaatsen verplicht zijn gewoonlijk de dienstkleeding te dragen.

» Er zijn nog andere bijkomende tegemoetkomingen, namelijk de vergelding wegens buitengewonen dienst, wat gestadig gebeurt in de standplaatsen met haveninrichtingen, zonder te spreken van de geldelijke belooningen wegens ontdekking van bedrog, enz.

» Daarenboven komt de Schatkist edelmoedig tusschen in de buitengewone uitgaven veroorzaakt door ongelukkige omstandigheden, zooals ziekte van den man, van de vrouw, van een kind, enz. Dat is werkelijk de hoofdzakelijke bestemming van het krediet van 520.000 frank, dat is uitgetrokken in artikel 17 van de behandelde Begrooting. »

TABEL waarin zijn vermeld de wijzigingen, sedert 1884 gebracht in de jaarwedden van de lagere bedienden van den toldienst, alsmede het getal bedienden aan wie die wijzigingen ten goede kwamen.

*TABEL waarin zijn vermeld de wijzigingen, sedert 1884
van den toldienst, alsmede het getal bedienden*

BETREKKING	STANDAARD DER JAARWEDDEN in 1884	INGEVOERDE			
		Koninklijk besluit van 27 Juni 1896, R. 2372, met terugwerkende kracht van 1 Ja- nuari 1895 af.	Koninklijk besluit van 3 November 1906; R. 2835, met terugwerkende kracht van 1 Juli 1905 af.	Koninklijk besluit van 29 April 1907, R. 2848, in wer- king tredende den 1 ^o Juli daar- opvolgende.	Koninklijk besluit van 19 October 1909, R. 2910, met terugw rken- de kracht van 1 ^o Juli 1909 af.
Tijdelijke geprepo- seerde	900	1000	„	„	„
		mind. dan 5 j. 1000	mind. dan 5 j. 1100		mind. dan 4 j. 1100
		5 tot 10 jaar. 1100	5 j. en meer. 1200		4 j. en meer 1200
Gepreposeerde. . .	3 ^e klasse . . 900	10 j. en meer 1200	na 15 j. dienst als werkelij- ke geprepo- seerde . . . 1300	„	na 14 j. dienst als werkelij- ke geprepo- seerde . . . 1300
	2 ^e id. . . 1000	na 10 j. dienst met maxim. wedde . . . 1300	na 25 j. dienst als werkelij- ke geprepo- seerde . . . 1400		na 24 j. dienst als werkelij- ke geprepo- seerde . . . 1400
	1 ^{ste} id. . . 1100	na 20 j. dienst met maxim. wedde . . . 1400			
Onderbrigadier . .	1200	mind. dan 5 j. 1300	„	mind. dan 5 j. 1300	mind. dan 10 j. 1400
		5 j. en meer. 1400		5 j. en meer 1400	
		na 10 j. dienst met maxim. wedde . . . 1500		na 5 j. dienst met maxim. wedde . . . 1500	10 j. en meer 1500
Brigadier	1550	mind. dan 5 j. 1600	mind. dan 5 j. 1600	„	„
		5 j. en meer. 1700	5 j. en meer 1700		
		na 10 j. dienst met maxim. wedde . . . 1800	na 5 j. dienst met maxim. wedde . . . 1800		
Getal bedienden die onmiddellijk voor- deel trokken uit de nieuwe bepalingen.		4794	3077	138	851

*gebracht in de jaarwedden van de lagere bedienden
aan wie die wijzigingen ten goede kwamen.*

WIJZIGINGEN			STANDAARD	OPMERKINGEN
Koninklijk besluit van 1 April 1910, R. 2929, met terugwerkende kracht van 1 Ja- nuari 1910 af.	Koninklijk besluit van 10 Mei 1910, R. 2930, met terugwerkende kracht van 1 Ja- nuari 1910 af.	Koninklijk besluit van 3 November 1910, R. 2942, in- werking tredende den 1 ^o Januari daaropvolgende	DER JAARWEDDEN in 1911	
„	„	„	 1000	
mind. dan 4 j. 1100	mind. dan 2 j. 1100		mind. dan 2 j. 1100	
4 j. en meer 1200	2 tot 4 jaar . 1150		2 tot 4 jaar . 1150	
na 10 j. dienst als werkelij- ke geprepo- seerde . . . 1300	4 tot 6 jaar . 1200		4 tot 6 jaar . 1200	
	6 tot 10 jaar. 1250	„	6 tot 10 jaar. 1250	
na 20 j. dienst als werkelij- ke geprepo- seerde . . . 1400	10 j. en meer 1300		10 j. en mee. 1300	
	na 20 j. dienst als werkelij- ke geprepo- seerde . . . 1400		na 20 j. dienst als werkelij- ke geprepo- seerde . . . 1400	
„	„	mind. dan 10 j. 1400	mind. dan 10 j. 1400	
		10 j. en meer 1500	10 j. en meer 1500	
		na 15 jaar graad. . . . 1600	na 15 jaar graad . . . 1600	
„	mind. dan 5 j. 1600		mind. dan 5 j. 1600	
	5 j. en meer 1800	„	5 j. en meer 1800	
	na 10 jaar graad. . . . 2000		na 10 jaar graad . . . 2000	
498	2419	76	„	

De Middenafdeeling bepaalt er zich bij, akte te nemen van de verklaringen vervat in het antwoord van den heer Minister; zij stelt er echter prijs op andermaal zijne welwillende aandacht te vestigen op een uittreksel uit een stuk, waarop hem reeds in 1910 werd gewezen en dat uitging van de *Union douanière du Hainaut*.

Daarin stond te lezen :

« 5° Verscheidene nijverheidscentrums, met name Erquelinnes, Quévy, Quiévrain, zijn gemeenten waar het leven en de huisvesting zeer duur zijn. De beambten dier posten verkeeren in een slechteren toestand dan hunne ambtgenooten uit andere gemeenten waar geen nijverheid is, en zelfs dan die in sommige steden, zooals Charleroi en Bergen, waar het leven goedkooper is en wien verblijfskosten worden toegekend.

» Erquelinnes is in een volstrekt uitzonderlijken toestand, in zulke mate dat gansch het personeel aldaar, onder den drang van de duurte van het leven en van de huisvesting, op 15 April 1908 den heer Provinciaal Bestuurder eene aanvraag had gestuurd, die zonder gevolg bleef, om vergoeding te bekomen wegens verblijfskosten. Die toestand is te wijten aan het nijverheidscentrum Jeumont-Marpent, in Frankrijk gelegen, met ten minste 3,000 arbeiders die meest al Belgen zijn en liever te Erquelinnes eene woning trachten te vinden.

» Nu, huishuur en mondbehoefte ondergaan er de gevolgen der wet van aanbod en vraag en zijn dan ook buiten alle verhoudingen. Bijvoorbeeld, voor een heel gewoon huisje, met twee plaatsen gelijkvloers en twee plaatsen boven, betaalt men boven de 500 frank huishuur.

» Slechts voor enkele beambten, nagenoeg een vijfde van al de beambten aldaar, is de huishuur niet overdreven, omdat ze zijn gevestigd in de bekrompen huisjes der *Compagnie du Nord Belge*, bestaande enkel uit twee kamers gelijkvloers en een zolderkamer die gewoonlijk dient tot bergplaats van de kleederen en tot slaapkamer voor de ouders en voor de kinderen van beiderlei kunne; de anderen betalen van 22 tot 30 frank per maand huishuur, wat hun een uiterst lastigen toestand berokkent. 't Is dus volstrekt noodig, eene vergoeding wegens verblijfskosten te verleenen aan de beambten in die gemeenten, zonder in acht te nemen dat sommigen in bedoelde huisjes wonen; alleen de duurte der mondbehoefte vergt dien maatregel. »

*
* *

Sommige wenschen van het personeel van den toldienst, betreffende bijzondere punten, werden verleden jaar uitgedrukt en schijnen nu nogmaals te mogen uitgedrukt worden.

Bijvoorbeeld de wensch, dat gepreposeerden, onderbrigadiers en brigadiers niet onverbiddelijk gedwongen worden tot verplaatsing, na ten hoogste acht jaar verblijf in dezelfde gemeente.

Het blijft steeds waar, dat zij daarover meermaals klagen.

Zij beweren dat de reden, opgegeven voor deze gedwongen verplaatsing, niet meer zoo afdoende is als vroeger, toen de door hen gehelkede, reeds zeer oude regel werd ingevoerd en er wellicht meer werd gesmokkeld dan thans.

« Is het redelijk », vragen zij, « laakbare inschikkelijkheid te duchten vanwege beampten die zich als flinke, eerlijke beampten deden gelden en overigens streng worden bewaakt door hunne overheid? »

In bijkomende orde merken zij aan dat, zoo men ten minste dit veroorloofd verblijf in eene zelfde plaats verlengde, men, onder andere, aan de gepreposeerden, tot onderbrigadier bevorderd, eene tweede verplaatsing zou besparen als gevolg van deze bevordering, kort na eene verplichte verplaatsing wanneer de termijn van acht jaren is verlopen.

Zij die niet te Brussel of te Antwerpen staan, voegen hierbij — is het terecht of ten onrechte? — dat de regel, waarover zij klagen, niet wordt toegepast op hunne ambtgenooten in beide steden.

Ongetwijfeld ontvangen de gepreposeerden 50 frank vergoeding voor verplaatsing, de onderbrigadiers en brigadiers 80 frank (Kon. Besluit van 20 Dec. 1862); doch is deze vergoeding, nagenoeg eene halve eeuw geleden bepaald, toereikend voor een gehuwd beampte?

Wellicht ook is soms de dienst veeleer ontredderd dan verbeterd door sommige verplaatsingen van het personeel, zonder andere reden dan het einde van den termijn waarop deze verplaatsingen verplicht zijn.

De Middenafdeeling vestigt andermaal de aandacht van den heer Minister van Financiën op deze zaak, die vroeger reeds in dezelfde bewoordingen is uiteengezet, en uit den wensch dat er in de practijk, zoolang bedoelde regel van toepassing blijft, daarvan worde afgeweken, telkens als er genoeg ernstige redenen toe bestaan, afgeleid uit het eerbiedwaardig belang der gezinnen. Dit kan, bijvoorbeeld, het geval wezen voor beampten wier loopbaan schier is verstreken en die, alvorens de ouderdomsgrens te bereiken, nog slechts enkele jaren dienst moeten doen. Ook wellicht wanneer het voortzetten van de studiën der kinderen, in gewone omstandigheden, onmogelijk of ten minste moeilijk kan worden uit hoofde van eene verplaatsing naar eene plaats waar niet de noodige onderwijsgestichten voorhanden zijn.

Het overzicht van deze beweegredenen kan worden besloten met deze vroeger reeds gedane aanmerking, dat hoe meer men het getal vermindert der niet volstrekt noodige verplaatsingen, die niet bestaan in andere min of meer gelijke diensten, hoe meer men kan bezuinigen op de vergoedingen voor verplaatsing of het bedrag daarvan verhoogen, tevens beter het belang der betrokken gezinnen behartigend.

*
*
*

Is de regeling van de Zondagsrust voor het personeel van den toldienst sedert verleden jaar vooruitgegaan?

Het vraagstuk is werkelijk alleen te stellen voor het lager personeel, belast met gestadigen loopenden dienst.

Om daarover bepaald ingelicht te zijn, stelde de Middenafdeeling de volgende vraag, waarop onderstaand antwoord werd gegeven :

VRAAG.

« Welke vooruitgang werd in het verloop van het jaar verwezenlijkt om de Zondagsrust beter te verschaffen aan het personeel van den toldienst? »

ANTWOORD.

« Zooals men het reeds deed opmerken, zijn tal van tolbeambten niet geregeld van dienst op den Zondag. Overigens, de vraag of het mogelijk ware al de tolbeambten een dag rust te verleen op gezette tijden levert groote bezwaren op en kan tot nu toe nog niet bepaald opgelost worden. »

Dat antwoord gaf aanleiding tot enkele aanmerkingen.

Ongetwijfeld is volkomen Zondagsrust voor alle tolbeambten, naar het schijnt, een moeilijk te verwezenlijken ideaal, omdat het toltoezicht nooit kan geschorst worden.

Nochtans zou de dienst op Zon- en groote feestdagen moeten geregeld worden op zulke wijze, dat elke beampte zijne kerkelijke plichten kan vervullen. Is de Middenafdeeling goed ingelicht, dan luiden de ministerieele onderrichtingen in dien zin. De stipte naleving ervan wordt soms betwist. Ook uit de Middenafdeeling nogmaals den wensch, dat de heer Minister zal zorgen voor eene strenge naleving daarvan.

Daarenboven acht zij het onontbeerlijk, dat elke beampte een vollen rustdag hebbe, zooniet om de acht of tien, dan toch om de veertien dagen. De tolbeambten zijn ingedeeld bij brigades van doorgaans 8 tot 12 man; men vraagt zich bijgevolg af waarom onder dezen geen afwisseling zou kunnen worden bepaald, zoodat iedereen, om de beurt, een verlofdag zou hebben op gezette tijden; deze meening werd reeds uitgebracht door verscheidene Middenafdeelingen die de Begroeting van Financiën voor de vorige jaren onderzochten.

* * *

De Middenafdeeling richtte eveneens tot den heer Minister van Financiën de volgende vraag, naar aanleiding van den toldienst :

VRAAG.

« Welke verbeteringen heeft men ingevoerd, wat aangaat de schuilplaatsen voor de tolbeambten op wacht aan de grenspalen, sedert de Middenafdeeling, belast met het onderzoek der Begroeting van verleden jaar, zich met die zaak bezighield? »

ANTWOORD.

Op deze vraag antwoordde de heer Minister van Financiën als volgt :

« Overal waar het noodig werd bevonden en de maatregel strookte met de belangen van de bewaking, deed het bestuur schuilplaatsen oprichten voor de tolbeambten op wacht aan de grens. »

Reeds vestigde de Middenafdeeling, verleden jaar belast met het onderzoek van de Begroeting van Financiën, de aandacht van den heer Minister

van Financiën op het feit, dat de *Union douanière du Hainaut* hem een bijzonder verzoeg had doen geworden, waarin werd uiteengezet eene reeks wenschen die een bijzonder belang voor haar schenen op te leveren en waaronder voorkwam de volgende wensch :

« Dat eene schuilplaats worde opgericht voor den beambte op wacht aan den grenspaal. Gansch het jaar door, staat die beambte bloot aan den invloed van weer en wind, niet gedurende een of twee achtereenvolgende uren, maar gedurende zijn ganschen dagelijkschen dienst : twaalf, tien of zeven uren, volgens het jaargetijde. Zijne gezondheid verkeert dus gestadig in gevaar.

» De streek Chimay is de slechtste in de provincie Henegouw. Behalve te Momignies bestaat er geen enkele schuilplaats aan de kantoren Beauwelz, Macon, Seloignes (hulpkantoor) en Rièzes. »

De Middenafdeeling koestert de hoop dat niettegenstaande de rekbaarheid van de woorden : « overal waar het noodig werd bevonden en de maatregel strookte met de belangen van de bewaking », zij, bij voorbaat, voldoening bekomt. Derhalve dringt zij niet aan, althans vooralsnu. Nochtans is zij zoo vrij, voor zoover het noodig is, de welwillende aandacht des heeren Ministers nogmaals te vestigen op de tolkantoren, bijzonder bedoeld door de *Union douanière du Hainaut*.

*
* * *

Wanneer er sprake is van toldienst, dient men niet alleen te denken aan het personeel van dat bestuur, maar ook en vooral aan hen die zijne bemoeiing ondergaan of daarmee in betrekking moeten komen.

Welnu, door de *Handelingen* van 1 Februari 1910 (uittreksel uit de *Beknopte opgave van de verzoekschriften*, bladz. 401, 2^e kolom), kon de Middenafdeeling vaststellen dat « het Landbouweconice van Doornik-Templeuve-Celles den wensch uit, dat de landbouwers, gevestigd binnen den tolkring, al de aangiften zouden mogen doen bij het gemeentebestuur in de gemeenten waar geen tolkantoor bestaat, en dat de tolkring verminderd worde van 5 kilometer tot op 2,500 meter ». Sedert werden diezelfde wenschen meermaals herhaald in Kamer en Senaat.

« 't Is te hopen dat de heer Minister van Financiën kennis zal gekregen hebben van het verzoekschrift van dit conice en dat, zooveel mogelijk, gevolg zal worden gegeven aan den wensch van bedoelde landbouwers. De landbouwers uit al de grensarrondissementen hebben er evenveel belang bij als zij. De tolformaliteiten moeten trapsgewijze verminderd worden, als het kan zijn, want ze moeten nooit eene nuttelooze hindernis zijn of worden voor hen, die daaraan onderworpen zijn. » Zoo sprak, bij monde van haren verslaggever, de Middenafdeeling die de Begrooting van Financiën voor 1910 onderzocht.

Beide bovenbedoelde wenschen gaven dit jaar aanleiding tot eene bepaalde vraag van de Middenafdeeling.

Hier volgt die vraag met het antwoord van den heer Minister :

VRAAG.

« Welk gevolg werd er gegeven : 1^o aan den vroeger geuiten wensch, dat de landbouwers, gevestigd binnen den tolkring, zouden gemachtigd zijn om al hunne aangiften te doen bij het gemeentebestuur in de gemeenten waar geen tolkantoor bestaat; 2^o aan den wensch om den tolkring te verminderen van 5 kilometer tot op 2,500 meter? »

ANTWOORD.

« 1^o De tolformaliteiten, voorgeschreven bij Koninklijk Besluit van 23 Juni 1887, betreffende het houden en het verkeer van vee binnen den tolkring, geven aanleiding tot allerlei geschriften, welke men niet ten laste van de gemeentebesturen leggen kan.

» Overigens, voor het naleven van de formaliteiten ten laste van de houders van vee, werd alle gemak verleend, in zooverre de vereischen van het toezicht en van de betrugeling van den smokkelhandel het veroorloven.

» 2^o Het Besluit van 8 November 1905 heeft de houders van vee, die zijn gevestigd op een afstand van meer dan 2,500 meter van het vreemd grondgebied, in het grootste gedeelte der grensstreek, palende aan Duitschland of aan het Groothertogdom, ontslagen van de formaliteiten betreffende het vee.

» Deze vrijstelling werd toegestaan, omdat er geen smokkelhandel in vee aldaar werd vastgesteld. Uit de gebeurtenissen is herhaaldelijk gebleken dat het dringend noodig was, de toezichtsmiddelen, waarover de toldienst beschikt, onveranderd te handhaven op de Fransche en op de Nederlandsche grens. Nu, daar het opheffen van de huidige regeling buiten de grensstreek van 2,500 meter de bestaande waarborgen zou verminderen, zou de Regering daarin niet kunnen toestemmen. »

Bij het lezen van dat antwoord stelde de Middenafdeeling met spijt vast dat de klachten der landbouwers in de gemeenten, waar geen tolkantoor bestaat, tot nu toe er niet in slaagden, het tolbestuur te treffen. Moet men er om bekommerd zijn, den smokkelhandel te bestrijden en te verhinderen, evenzeer moet men er voor zorgen, dat de landbouwers geen aanzienlijken tijd verliezen, wat noodzakelijk gepaard gaat met nuttelooze uitgaven. En het komt onaannemelijk voor, dat men noodzakelijkerwijs aan de landbouwers dat verlies van tijd en geld oplegge, alleen omdat wellicht het tolbestuur het middel om de formaliteit der aangiften te laten vervullen door de belanghebbenden in hunne gemeente niet tracht te vinden met het vereischte verlangen om daartoe te geraken. Zij koestert de hoop dat men eindelijk recht zal laten wedervaren aan de klachten, hieromtrent uitgebracht door de landbouwers.

*
* *
*

De Middenafdeeling voor de Begrooting van 1908 had de vraag gesteld, of het geheim stoken van alcohol niet onrustbarend toeneemt en of er diensvolgens nieuwe toezichtsmaatregelen niet onontbeerlijk zijn.

In de Middenafdeeling, belast met het onderzoek der Begrooting voor

1910, rees dezelfde vraag op, en wel om dezelfde reden : het mag niet dat de vermindering in het verbruik van alcohol, die door het gansche land wordt toegejuicht en waarlijk maar gebleken is sedert de wet van 1896, waarbij de accijnsrechten op alcohol werden verhoogd, feitelijk volkomen uitwerking had, slechts in schijn zou bestaan — en zóó zou het wel kunnen zijn, indien, benevens de gekende en door de statistiek vastgestelde hoeveelheid gedronken alcohol, er nog eene andere zijn moest, namelijk de hoeveelheid alcohol die geheim wordt gestookt! Ongetwijfeld is het toezicht van den fiscus op het stoken in de stokerij streng. Doch wordt er voldoende toezicht gehouden op den uitvoer van den alcohol uit de stokerij?

Zouden er voor het vervoer van den alcohol niet geleibrieven moeten vereischt worden zooals wordt vereischt voor waren waarmede men veel minder moet bekommerd zijn? Zonder volstrekt ja te willen antwoorden, denkt de Middenafdeeling evenwel de aandacht van den heer Minister te moeten vestigen op het groot belang dat een grondig onderzoek van die vraagstukken onbetwistbaar oplevert. Overigens vroeg zij den heer Minister van Financiën welke zijne meening hieromtrent was.

VRAAG.

« Is de heer Minister, sedert het vraagstuk aan het onderzoek van zijn bestuur werd onderworpen door vroegere Middenafdeelingen, niet tot dit besluit gekomen, dat er dient te worden geëischt dat het vervoer van alcohol gedekt worde door geleibrieven? »

ANTWOORD.

« Thans reeds wordt een geleibrief geëischt voor het vervoeren :

- » 1^o van alcohol binnen den tolkring;
- » 2^o van alcohol bestemd om zonder betaling van de rechten te worden aangewend tot nijverheidsdoeleinden;
- » 3^o van alcohol aangegeven voor den uitvoer of voor de bewaring in opslag, met afschrijving van den accijns;
- » 4^o van elke alcohol geleverd, met afschrijving van den accijns, aan een nijverheidsstoker, aan een overhaler, aan een handelaar in 't groot, aan een likeurstoker, aan een fabrikant van fijne likeuren of van reukwater.

» Daarenboven dient te worden opgemerkt dat de overhalers verplicht zijn twee registers te houden, waarin zij, onder andere, vermelden, eenerzijds, de hoeveelheid flegma's of alcohol binnengekomen in hunne fabriek, alsmede de destokerij van waar deze komen, en, anderzijds, de verzonden hoeveelheden benevens den naam van den bestemming. Aldus zijn de ambtenaren van den fiscus in staat gesteld, zelfs wanneer er geen geleibrief is, na te gaan welke de geoorloofde herkomst is van de producten en waartoe deze werkelijk dienen na de overhaling.

» De vraag, of elk vervoer van alcohol zonder onderscheid dient gedekt te zijn door een geleibrief, is zeer veelzijdig. Door het aannemen van soortgelijke maatregel, indien men een nuttige uitwerking beoogt, zou men aan

de ambtenaren van het bestuur het recht toekennen, om 't even welk vervoer stil te houden en te onderzoeken ten einde na te gaan of er geen alcohol bij is, en tevens zonder gerechtelijke hulp binnen te dringen bij de bezitters van alcohol. Welnu, die opsporingsmiddelen, onvermijdelijk gevolg van het aangewezen stelsel, zouden ongetwijfeld aanleiding geven tot de hevigste klachten. »

De Middenafdeeling acht dat, indien het vervoer van alcohol bij het verlaten van de stokerij strenger zou kunnen nagezien en bewaakt worden, zulks moet geschieden zonder nuttelooze kwellingen voor de vervoerders en voor het publiek. Het Ministerie van Financiën heeft gelijk, hevige klachten te willen voorkomen. Doch het ware wellicht voldoende, de zaken te regelen met de noodige kieschheid en gematigdheid om die klachten niet uit te lokken. Dan zouden zij, in elk geval, ongetwijfeld veel minder erg en veel minder gegrond zijn dan die der landbouwers, welke verplicht zijn aangiften te doen, soms op een verren afstand van hunne gemeente, omdat er geen tolkantoor bestaat; voor bedoelde klachten is het tolbestuur tot nu toe volkomen onverschillig gebleven.

*
*
*

In verband met het vraagstuk van den toldienst staat dit der statistiek van den internationalen handel.

Hier volgt de vraag en het antwoord betreffende die statistiek.

VRAAG.

« Wat werd er gedaan gedurende het afgelopen dienstjaar om sommige groote verschillen te doen verdwijnen, welke bestaan tusschen de statistiek van den internationalen handel, opgemaakt in België, en diezelfde statistiek opgemaakt in het buitenland, — verschillen die van aard zijn om de feiten verkeerd te doen verklaren ? »

ANTWOORD.

Het ware onrechtvaardig, die verschillen te wijten aan het stelsel gevolgd door den dienst der statistiek in België. Ze zijn het gevolg van velerlei omstandigheden en, namelijk betreffende den invoer, van de zeer uiteenlopende internationale tarieven en, betreffende den uitvoer, van de verschillende wijzen waarop men den uitvoer der goederen vaststelt.

« Ten onrechte zou men hopen dat men er in slagen zal, al de oorzaken van dat gebrek aan overeenstemming uit den weg te ruimen; wat men kan trachten is, dat daaraan gedeeltelijk een einde worde gesteld.

» De Internationale Conferentie voor handelsstatistiek, waarvan België het initiatief nam en waartoe zeven en twintig landen toetraden, vergaderde te Brussel van 19 tot 25 September laatstleden.

» De afgevaardigden op de Conferentie beslisten, aan hunne respectieve Regeeringen voor te stellen eene algemeene gelijke indeeling der goederen

in vijf algemeene klassen aan te nemen; aan deze klassen zouden de volgende benamingen worden gegeven :

- « I. Levende dieren;
- » II. Eetwaren en dranken;
- » III. Ruwe of niet afgewerkte stoffen;
- » IV. Fabrieksgoederen;
- » V. Onbewerkt goud en zilver; gouden munt en zilvermunt.

» Men mag hopen dat het voorstel de algemeene toetreding zal verwerven en dat de gemeenschappelijke benamingen eerlang zullen kunnen ingevoerd worden.

» Deze hervorming zal de vergelijking van de statistiek der verschillende landen vergemakkelijken; daardoor zal men beter kunnen opsporen welke de oorzaken zijn van de aangewezen verschillen en welke maatregelen dienen te worden genomen om die verschillen zooveel mogelijk te verhelpen. »

*
* *

De Middenafdeeling nam met genoegen akte van de verklaringen, in bovenstaande antwoord vervat. Het doet haar genoegen, dat het optreden van de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de Begrooting voor 1910, op bedoeld gebied niet zonder nuttige uitwerking is gebleven.

*
* *

Reeds meermaals, wanneer ter Kamer sprake was van de ambtenaren van den fiscus, werd door leden geklaagd, en wel terecht, over de ongehoorde wijze waarop zij soms de overtredingen of de zoogezegde overtredingen der wet vaststellen, over de wijze waarop zij vervolgens hunne processen-verbaal opmaken, en wel met een blijkbare vooringenomenheid die dikwijls al te ver wordt gedreven; — deze houding wordt hierdoor verklaard, dat zij er soms, uit hoofde van het zoogenaamd stelsel der *premiën*, persoonlijk belang bij hebben, de door hun toedoen ingestelde vervolgingen te zien slagen. Het zou de Middenafdeeling genoegen doen, te mogen vaststellen, bij de openbare behandeling van de Begrooting voor 1911, — wat niet het geval is geweest bij de behandeling van de Begrooting voor 1910 — dat de opmerkingen, vroeger gemaakt betreffende die verschillende punten, door het Ministerie van Financiën in aanmerking werden genomen.

Het zou haar des te meer genoegen doen, daar zij anderzijds, zooals hare voorgangers, de ambtenaren van den fiscus enkel kan gelukwenschen om hunnen ijver voor de belangen van den Staat of beter voor de belangen der Schatkist.

*
* *

De quaestie van de wijze, waarop de overtredingen der fiskale wetten worden vastgesteld, staat in innig verband met die der straffen, waarmede degenen, die men als overtreders aanziet, worden gestraft.

De straffen zijn vreeselijk! Op fiscaal gebied kunnen geen verzachtende

omstandigheden aangenomen worden! Evenmin bestaat hier voorwaardelijke veroordeeling! Doorgaans zijn de rechters ook niet vrij, wat aangaat het toepassen van de straf in verhouding tot de gewichtigheid van het misdrijf: de wet machtigt hen niet, een minimum van straf, in stede van een maximum, noch eene straf tusschen een maximum en een minimum op te leggen. Die strengheid is evenwel niet altijd gewettigd, op verre na niet. Daar dient verzachting aan toegebracht te worden. Enkel de wetgever is daartoe bij machte, daar het bestuur en de rechtbanken die bevoegdheid niet hebben en enkel de wet kunnen toepassen. Het spreekt echter vanzelf dat het meer de plicht is van de Regeering dan die van de leden der Kamers, te dien einde het noodige initiatief te nemen. Dat heeft men de vorige jaren doen uitschijnen. Het dient te worden herhaald, vermits geen initiatief heegenaamd op dat gebied werd genomen om verbetering te brengen in een toestand die sedert lang wordt aangezien als weinig strookende met den vooruitgang van het strafrecht in de jongste vijf en twintig jaar.

* * *

Het verzamelen van de fiskale wetten in één enkel wetboek, waarmede zich bekommert, bijna elk jaar, de Middenafdeeling belast met het onderzoek der Begrooting van Financiën, gaf insgelijks aanleiding tot eene vraag.

Hier volgt die vraag met het antwoord:

VRAAG.

« Wanneer zal het verzamelen der fiskale wetten in één enkel wetboek een voltrokken feit zijn en door welke maatregelen zal men de latere bekendmaking, klasseering en verzameling der wetsbepalingen en andere toekomstige bepalingen behoorlijk verzekeren? »

ANTWOORD.

« Het bevoegd Bestuur legt op dit oogenblik de laatste hand aan een nieuw wetboek of geordende verzameling der wetten betreffende de rechtstreekse belastingen, het tolwezen en de accijnzen.

» Het tweede boek, waarin, onder andere, voorkomen al de wetten op het tolwezen, is pas verschenen. Het deel van Boek I, waarin zijn opgenomen de wetten op de rechtstreekse belastingen, is insgelijks afgewerkt; het deel betreffende de accijnzen is ter perse en zal eerlang verschijnen.

» Wat aangaat de latere bepalingen, met deze zal worden gehandeld evenals met alle andere rechtszaken; zij zullen, naar luid van de wet, worden bekendgemaakt door middel van het *Staatsblad* en opgenomen in de algemeene of bijzondere verzamelingen. »

Het zal niet volstaan, de bestaande wetten in één wetboek te verzamelen. Men zal insgelijks moeten beletten dat de toestand, waarover thans wordt geklaagd, zich opnieuw zou voordoen; bijgevolg moet voortaan worden gezorgd voor de behoorlijke bekendmaking, klasseering en verzameling der

latere wetsbepalingen, koninklijke besluiten, ministerieele omzendbrieven of onderrichtingen, beslissingen van het Bestuur of van de rechtbanken, die weldra, zoo men er geen acht op slaagt, het fiscaal gebied zullen belemmeren en het de burgers lastig maken.

*
* *

Bij het onderzoek van hoofdstuk III der Begrooting (Beheer van de rechtstreeksche belastingen, tolrechten en accijnzen in de provinciën) stelde de Middenafdeeling vast dat er geen gevolg werd gegeven aan den reeds meermaals geuiten wensch om den lastenbetaler voortaan, ten einde elke verwarring te vermijden, drie belastingbiljetten te doen geworden : het eerste voor 's Rijks belastingen, het tweede voor de provinciale belastingen en het derde voor de gemeentebelastingen. Deze wensch werd, wij zegden het reeds, nogmaals uitgebracht in eene der afdeelingen. Wij vestigen daarop de welwillende aandacht van den Minister van Financiën.

*
* *

Betreffende het personeel van de belastingen nam de Middenafdeeling kennis van de verschillende wenschen uitgaande, eenerzijds, van de controleurs en, anderzijds, van de bedienden der ontvangers.

Voor al sedert de betrekking van ondercontroleur werd afgeschaft, vragen de controleurs met nadruk dat de quaestie der « onkosten en voorschotten die zij beweren te moeten doen in het belang der Schatkist » worde opgelost.

Inzonderheid wijzen zij op hunne reiskosten : zij vragen dat deze hun worden terugbetaald, althans dat hun het vrij verkeer binnen hun dienstkring worde toegestaan, wanneer het dienstreizen geldt. De overwegingen, waarop zij hunne vraag steunen, hebben zij samengevat in eene memorie, den verslaggever der Middenafdeeling overhandigd met verzoek ze aan den heer Minister over te maken — hetgeen werd gedaan.

Het Bestuur van Financiën werpt daartegen op dat, bij het afschaffen der betrekking van ondercontroleur, de dienstkring van menigen controleur werd beperkt en het getal controleurs werd vermeerderd, zoodat, in menig geval, de onkosten voor de controleurs eenerzijds verhoogden en anderzijds verminderden ; bijgevolg komt dat in zekere mate overeen uit. Wat er ook van zij, de Middenafdeeling verzoekt den heer Minister te willen nagaan of het niet wenschelijk is, zelfs voor de Schatkist, aan de controleurs vrij verkeer te verleen en op de hierboven bepaalde wijze.

Wat betreft de bedienden van de ontvangers der belastingen, die bedienden zijn bekommerd om hunne toekomst in het bestuur.

Dat gaf aanleiding tot de volgende vraag :

VRAAG.

« Welke zijn, vooral met het oog op de zekerheid van hunne betrekking, de kansen van bevordering voor de bedienden van de ontvangers der belastingen? »

ANTWOORD.

« De bedienden van de ontvangers der belastingen kunnen tot eene vaste betrekking geraken, indien zij— en voor velen is dat het geval —slagen in het vergelijkend examen dat is opgelegd tot het bekomen van het ambt van boventalligen klerk en daarna van hogere ambten in het bestuur der rechtstreeksche belastingen, tolrechten en accijnzen.

» Zij, die zich niet aanbieden voor dit vergelijkend examen of daarin niet slagen, kunnen, indien zij aangestelde klerk zijn, worden benoemd tot het ambt van gepreposeerde der douanen en van kommies der accijnzen.

» Als gunst staan deze twee wegen naar de openbare ambten voor hen open.

» Er kan geen sprake van zijn, eene vaste betrekking te verzekeren aan private bedienden die door de ontvangers vrij en onder hunne verantwoordelijkheid worden aangesteld, zonder dat hun een examen wordt opgelegd. »

De Middenafdeeling acht het bezwaarlijk, zich niet te vereenigen met de zienswijze van den Minister van Financiën, vooral nu er vrij algemeen wordt geklaagd over de overdreven toeneming der ambtenarij.

* * *

De Middenafdeeling achtte het vervolgens noodig, zich bezig te houden met artikel 20, littera n, luidende als volgt : « Vergoeding toe te kennen aan » de ambtenaren belast met het afwerken der kadastrale stukken betreffende de kadastrale herziening der grondeigendommen, 24,500 frank. »

Om nadere inlichtingen te bekomen, vroeg zij aan den heer Minister of « de 24,500 frank, die zijn voorzien, toereikend zullen zijn om de kadastrale » herziening te voltrekken? »

Het antwoord van den heer Minister luidde :

« Zooals blijkt uit den tekst van littera n van artikel 20 der bij de vraag bedoelde tabel, is het krediet van 24,500 frank bestemd om eene vergelding te verleenen aan de ambtenaren belast met het afwerken der stukken betreffende de kadastrale herziening der grondeigendommen; op het gepast oogenblik zal men een bijzonder krediet kunnen aanvragen tot voortzetting dezer verrichtingen, wat betreft de fabrieken of werkplaatsen en de ongebouwde eigendommen. »

Waarvan akte.

* * *

Bij het eindigen van het onderzoek van Hoofdstuk III van het ontwerp van begroeting, nam de Middenafdeeling kennis van de volgende haar toegekomen klacht, die zij besliste, eveneens tot onderzoek te onderwerpen aan den Minister van Financiën.

« Geene enkele nijverheid wordt geregeld en aan banden gelegd op zulke strenge wijze als de suikernijverheid, terwijl daarentegen, in de stokerij, elken dag aanzienlijk bedrog wordt gepleegd; intusschen blijft de fiscus sinds lang werkeloos om dit bedrog doelmatig te bestrijden.

» In de eerste plaats wordt de suikernijverheid geplaagd door den voorafgaandelijken aanslag bepaald op 20 t. h. beneden de werkelijke opbrengst (het geldt duseen aanslag zonder betekenissen, — wat echter niet belet dat de fabrikant ter beschikking van de accijnzen moet stellen eene kantoorplaats van 12 vierkante meter voor ambtenaren die er nooit aanwezig zijn en toezicht houden op een kleingeestig iets, vermits de fiscus aan den fabrikant niets meer te zeggen heeft, zoo deze ertoe komt 20 t. h. van zijne voortbrengst weg te Moffelen.)

» Een tweede plagerij bestaat hierin, dat men de bereide melasse opneemt: zij wordt opgenomen naar het volume door de tolbeambten in de fabriek, door den toldienst en door den controleur: bij elke verzending wordt het gewicht gecontroleerd op bijzondere geleibrieven, nagezien door den bestendigen dienst van het gebied; daarna wordt de melasse, zonder het minste toezicht, ter bestemming verzonden, en daar wordt de melasse aan eene nieuwe contrôle onderworpen betreffende het gewicht, doch zonder dat de dichtheid in aanmerking wordt genomen, wat eene hoofdzaak is. Zoo mist de contrôle grootendeels haar doel.

» Derde plagerij: de fiscus eischt een omstandig plan van de toestellen en van de daartoe behoorende buizen (voor water, stoom, kalkmelk of sap) en geene enkele wijziging mag daarin worden gebracht zonder machtiging van de contrôle. De plans moeten in driedubbel afschrift worden opgemaakt; een dier plans is bestemd voor Brussel.

» Vierde plagerij: de borgstelling! Voor elken zak suiker ben ik, bij voorkomend geval, 20 frank verschuldigd aan de Regeering. Daaruit volgt, dat eene borgstelling wordt geëischt, in onroerende goederen of in Belgische rente, aanzienlijk genoeg om de verschuldigde rechten voor de bereide suiker te dekken gedurende een tijdsverloop van x dagen.

» Heb ik 20.000 zakken in magazijn, dan ben ik gehouden eenen borg te stellen van 20.000 maal 20 frank, of 400 000 frank. Dan zou men denken dat de fiscus voldaan is. Toch niet! Dan wordt mijne waar achter slot gezet en ik heb geen toegang tot haar dan in het bijzijn van de tolbeambten, die ik vier en twintig uren vooraf moet verwittigen!

» Doch er is nog erger: voor de borgstelling worden onze fabrieken zeer laag geschat; slechts de waarde van den grond en van den bouw wordt in aanmerking genomen, terwijl het materieel niet medetelt; nochtans in de andere landen, verbonden door hetzelfde internationaal verdrag dat ons verbindt, wordt de borgstelling niet geëischt zooals hier, ofwel wordt in de schatting rekening gehouden met de volle waarde der fabriek, het materieel daarin begrepen (Voegen wij er echter bij dat deze wijze van schatting ook in België geldt, doch slechts voor eene enkele fabriek! — Waarom?).

» De borgstelling is voor sommige fabrieken een last die 0.20 tot 0.50 centiemen per ton bedraagt, terwijl de Schatkist aan geen enkel risico is blootgesteld. De borgstelling moet niet bestaan dan voor de suiker bewaard in open magazijn en, in elk geval, zou men, voor de borgstelling, de fabrieken moeten schatten naar hare industrieele waarde, door den fiscus bepaald in gemeen overleg met den belanghebbende. »

Hoofdstuk IV der Begrooting betreft het Bestuur van de registratie en van de domeinen, waarvan afhangt de dienst der hypotheeken. Betreffende dezen laatsten meende de Middenafdeeling aan den heer Minister de volgende vraag te moeten stellen.

VRAAG.

« Waarom werd tot nu toe bij de Wetgevende Kamers niet ingediend het reeds verleden jaar aangekondigde ontwerp van wet tot splitsing van het hypotheekkantoor te Brussel, en wanneer wordt dat ontwerp ingediend ? »

Toen dit verslag ter tafel werd gelegd, had de Middenafdeeling het antwoord op deze vraag nog niet ontvangen.

Hier dient in herinnering te worden gebracht dat sedert 1901 bij de Kamer is ingediend een voorstel van wet uitgaande van den heer Hoijois c. s. en houdende splitsing van verscheidene uitgebreide hypotheekkantoren in het Rijk; dit voorstel werd goedgekeurd door de Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek, en gaf aanleiding tot een gunstig verslag dat werd neergelegd den 10ⁿ April 1908. Het is wenschelijk dat het door den heer Minister aangekondigde ontwerp tot splitsing van het hypotheekkantoor te Brussel zoodra mogelijk worde ingediend.

Op 5 Mei 1900 werd door den heer Hoijois c. s. in de Kamer een voorstel ingediend, houdende wijziging van ons hypotheekstelsel zelf, met het bijzonder doel, eenerzijds, het merklijk te vereenvoudigen, en, anderzijds, meer veiligheid te verschaffen, wat hoogst wenschelijk is voor het publiek.

In het verslag van de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de Begrooting van Financiën voor 1901, kwam reeds, betreffende dit wetsvoorstel, het volgende voor :

« De Middenafdeeling brengt den wensch uit, dat de Regeering zich werkdadig bezig houde met het onderzoek van dit vraagstuk, waarvan het belang haar onmogelijk kon ontsnappen, en zoodra mogelijk een volledig ontwerp hieromtrent indiene. »

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek der Begrooting van Financiën voor het dienstjaar 1908, sloot zich bij dien wensch aan. Nochtans meende zij er te moeten bijvoegen dat, zoo het ontwerp van hypothecaire hervorming min of meer kiesche vraagstukken opwerpt, waarover uiteenlopende meeningen kunnen bestaan, er gemakkelijk te verwezenlijken nieuwigheden zijn, waarover iedereen het eens zou wezen en waarvan de spoedige verwezenlijking des te wenschelijker schijnt daar de hypotheekkantoren hoe langer zoo meer worden overlasten de opzockingen voor de hypotheekbewaarders steeds moeilijker worden, gevaarlijker voor hen en voor het publiek. Onder die nieuwigheden komt, onder andere, voor : betere aanwijzing van goederen en partijen, bepaling van een tijdsverloop — 30 jaar, bijvoorbeeld, — waarop alleen de staten van lasten dienden van toepassing te zijn, vereenvoudiging in de schrifturen en andere maatregelen van gelijken aard, die de beginselen, waarop ons huidig hypotheekstelsel berust, onaangeroerd laten. »

Sedert werd echter — de Middenafdeeling heeft er althans geene weet van — niets in gezegden zin gedaan. De toestand is onveranderd gebleven.

Zal die toestand nog lang voortduren? Wellicht niet. Te meer daar de Middenafdeeling vernam dat de Bijzondere Commissie, ingesteld naar aanleiding van het voorstel van den heer Hoijois c. s., sedert eenigen tijd den tekst heeft bepaald van een voorontwerp, thans wellicht onderworpen aan den heer Minister van Justitie tot onderzoek, nadat het ongetwijfeld vooraf werd onderzocht door den heer Minister van Financiën.

Dit voorontwerp, dat, naar het schijnt, niet ingewikkeld is, kon, op zijne beurt, eerlang aan het Parlement worden onderworpen; — immers, ondanks het practisch belang, dat het oplevert, is het niet geschikt om er aanleiding te geven tot lange besprekingen.

Om hieromtrent ingelicht te zijn richtte de Middenafdeeling de volgende vraag tot den heer Minister van Financiën :

« De Bijzondere Commissie, ingesteld naar aanleiding van het op 5 Mei 1900 ingediende wetsvoorstel van den heer Hoijois c. s. tot wijziging van ons hypotheekstelsel, heeft, zoo de Middenafdeeling goed is ingelicht, sedert betrekkelijk langen tijd den tekst bepaald van een niet ingewikkeld voorontwerp, dat zij sedert aan den heer Minister onderwierp tot onderzoek. Wanneer denkt de heer Minister dit ontwerp over te maken aan de Wetgevende Kamers? »

De Middenafdeeling ontving hieromtrent geen antwoord.

*
* * *

De Commissie, waarvan even sprake, mag niet worden verward met diegene, bedoeld bij artikel 34 der Begrooting en voor welke, sedert verscheidene jaren, een jaarlijksch krediet van 8,000 frank wordt aangevraagd. Deze tweede Commissie, benoemd buiten het Parlement, heeft ten doel het bestudeeren van de herziening der wetten op de registratie-, zegel-, hypotheek- en successierechten. Naar het schijnt, zullen hare werkzaamheden nog verscheidene jaren duren. De Middenafdeeling vroeg zich meermaals af, of het niet mogelijk ware die werkzaamheden derwijze te splitsen, dat, naarmate de Commissie over een der vier aan haar onderzoek opgedragen deelen voorstellen doen kon, men deze voorstellen, afzonderlijk en zonder verwijl, bij wijze van wetsvoorstellen aan het onderzoek der Kamers zoude kunnen onderwerpen. Uit de ingewonnen inlichtingen blijkt dat bedoelde Commissie van meening is dat hare werkzaamheden slechts op voorstellen, die den ganschen samenhang omvatten, behoorlijk kunnen uitloopen; niet-tegenstaande de verscheidenheid van de fiskale vraagstukken, die zij moet onderzoeken, zijn deze laatste beheerscht door algemeene regelen die gemeen moeten zijn; zooniet loopt men gevaar, op dat gebied soms tegenstrijdigheden of gebrek aan overeenstemming tot stand te brengen of, in andere gevallen, te handhaven, zonder zulks te kunnen rechtvaardigen. Anderdeels spreekt het vanzelf dat bedoelde herziening invloed hebben kan op de ontvangsten der Openbaren Schatkist en deze kan benadeelen, indien de mogelijke vermindering van rechten op zekere zaken niet even groote vergoedingen op andere medebrengt.

*
* * *

Artikel 24 van het ontwerp van Begrooting komt eveneens voor in het hoofdstuk der registratie en der domeinen; het artikel luidt als volgt : « Jaarwedde van het personeel der domeinen ».

Het voorziet eene uitgave van 124,500 frank meer dan die welke werd uitgetrokken in hetzelfde artikel van de Begrooting voor 1910.

In de tabel, waarin zijn vermeld de omstandige cijfers van de Begrooting, wordt deze verhooging van uitgave toegeschreven aan het nieuwe krediet voor den « bijzonderen dienst der gronden en broeikassen te Laken : jaarwedden, vergoedingen en loonen ».

De jaarwedde en de loonen van het personeel, belast met de bebouwing der gronden en het onderhoud der broeikassen van het koninklijk domein te Laken, in 1900 door wijlen Z. M. Leopold II aan den Staat geschonken te gelijker tijd met andere goederen (wet van 31 December 1903), moesten immers, te rekenen van het overlijden des schenkers, ten laste van den Staat komen krachtens eene van de bepalingen der schenking. Men mag niet uit het oog verliezen dat er, onder de geschonken goederen, rijke verzamelingen voorkomen.

Bedoeld personeel is insgelijks belast met de bebouwing der bloemenkassen van Stuyvenberg, die ook het eigendom van den Staat zijn en voortkomen van de vroegere Kroonstichting van Congo. Deze ruime broeikassen, die buiten het domein van Laken zijn opgericht en in de schenking van 1900 niet zijn begrepen, zijn geschikt om verhuurd te worden.

De Middenafdeeling, wetende dat het vraagstuk dezer verhuring wordt onderzocht, stelde de volgende vraag aan den Minister van Financiën :

VRAAG.

« Wanneer zal het vraagstuk van de verhuring der broeikassen van Stuyvenberg, die behoorden tot de vroegere Kroonstichting van Congo, opgelost worden?

» Welke zullen de gevolgen van de verwachte oplossing zijn ten aanzien van het te bereiken doel, van den geldelijken toestand en van de vermindering van het personeel? »

Daarop antwoordde de heer Minister van Financiën als volgt :

ANTWOORD.

« Het is niet mogelijk, den juisten datum te bepalen waarop het vraagstuk van de verhuring der broeikassen van Stuyvenberg zal opgelost zijn. Onderhandelingen zijn hieromtrent aangeknoopt.

» Door de verhuring der broeikassen zou men het getal werklieden van het domein te Laken kunnen verminderen met ongeveer 15 man. Dat zou, voor de Begrooting, gelijkstaan met eene besparing van 18,000 tot 20,000 frank. »

De Middenafdeeling is overtuigd dat de door den heer Minister van Financiën bedoelde onderhandelingen zullen worden bespoedigd; immers, de besparing, die elk jaar kan worden gedaan, is van belang.

Anderdeels, vestigt de Middenafdeeling de welwillende aandacht van den Minister op het volgende punt : ware het niet mogelijk, voortaan het bedrag te verminderen van de uitgave die elk jaar moet worden gedaan tot onderhoud van de broeikassen en van het domein te Laken, in 1900 aan den Staat geschonken? Op het eerste gezicht schijnt dat jaarlijksch bedrag zeer hoog.

* * *

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, ofschoon niet vermeld in het ontwerp van begrooting, hangt ook, zooals de Kamer weet, in zekere mate af van den heer Minister van Financiën.

Daarom is er daarvan sprake in dit verslag.

De Middenafdeeling meende echter zich erbij te mogen bepalen, de aandacht van den heer Minister en, door zijne tussenkomst, die van het Hoofdbeheer der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas te vestigen op de klachten die ons toekwamen betreffende de schikkingen welke thans door de Spaarkas zijn genomen ten aanzien der maatschappijen voor werkmanswoningen.

Deze klachten zijn beknopt samengevat in een van de memoriën die den verslaggever, op zijne aanvraag, werden overgemaakt.

a 1. Bedrag van den interest :

» In den beginne deed de Spaarkas uitleeningen aan de maatschappijen van werkmanswoningen mits een interest van 2 1/2 t. h. Thans bereikt de gewone interest 3 t. h. Doch, om op dezen interest aanspraak te hebben, moeten de maatschappijen de helft hunner overeenkomsten met de werklieden aanvullen door eene levensverzekering aangegaan met de Spaarkas; zooniet, wordt de interest bepaald op 3 1/4 t. h.

» Daarom verplichten tal van maatschappijen al hunne ontleeners, eene verzekering op het leven aan te gaan.

» Dat stelsel is gebrekkig om verschillende redenen :

» a. Het tarief der Spaarkas is hooger dan al de tarieven van de ernstigste maatschappijen. Men is dus verplicht de werklieden te dwingen tot het sluiten van verzekeringen, die hun duur kosten en hun elders 20 t. h. minder zouden kosten.

» b. Is de levensverzekering noodzakelijk voor de werklieden in de nijverheidsbedrijven, dan is zij veel minder noodzakelijk voor de landbouwers. De nijverheidsarbeider is werkelijk het kapitaal van zijn gezin; verdwijnt hij, dan verdwijnt met hem ook de broodwinning. Doch de landbouwer, die aan het hoofd staat van een klein landbouwbedrijf, heeft enkel de waarde van een eenvoud'g landbouwwerkman : verdwijnt hij, dan kunnen zijne weduwe en zijne kinderen, met de hulp van vreemde werklieden het bedrijf voortzetten; het kapitaal is, in dit geval, het landbouwbedrijf en de patroon is hier slechts een van de arbeiders, voor wien de levensverzekering bijgevolg veel minder eene noodwendigheid is dan voor den arbeider in de nijverheidsbedrijven.

» Men diende terug te komen tot het algemeen bedrag van 2 1/2 t. h., zonder de levensverzekeringen in aanmerking te nemen. Doch de maat-

schappijen zou men kunnen verplichten, slechts een geringen interest te eischen van de geldontleeners, die eene levensverzekering aangaan, b. v. 1/4 boven den interest gevorderd door de Spaarkas.

» II. Verrichtingen van de maatschappijen.

» Spreken wij van de twee soorten van maatschappijen : kredietvereenigingen en bouwmaatschappijen.

» Aan de eerste is het verboden, huizen te bouwen en aan te koopen — tenzij bij gerechtelijke uitwinning van een schuldenaar, en in dit geval moeten zij zich zoodra mogelijk van dit eigendom ontmaken.

» Aan de tweede is het verboden, geld uit te leenen : zij mogen slechts huizen bouwen of aankopen.

» Waarop is dat gegrond ?

» Door soortgelijke regeling worden de meest belangwekkende verrichtingen onmogelijk ; waar slechts — en dat is meesttijds het geval — eene kredietvereeniging bestaat, kan men, onder andere, geen voordeel verstrekken aan de jonge gezinnen (1).

(1) Betreffende de jonge gezinnen — en zelfs de jonge werklieden, in 't algemeen — kwamen onlangs in een dagblad de volgende overwegingen voor :

« Het meest belangwekkende geval is stellig dat der jonggehuwden die, van het eerste jaar van hun huwelijk, de woning, waarin zij hun lieve kroost zullen opleiden, verlangen in eigendom te bezitten.

» Dit geval is belangwekkend, omdat men gedurende de eerste jaren na het huwelijk het meest moed en het meest gemak heeft om te arbeiden en om te sparen.

» Het is nog belangwekkend, *omdat men een langere tijdruimte vóór zich heeft.*

» Over 't algemeen worden de leeningen voor werkmanswoningen aangegaan voor een tijd van 25 jaren.

» Gehuwden, die de leening sluiten op den leeftijd van 20 jaar, zouden van elke schuld vrij zijn uiterlijk op den leeftijd van 45 jaar.

» En daarna zou de welverdiende rust komen, dan zou men ze nog lange jaren kunnen genieten.

» De leening, aangegaan op den leeftijd van 30 jaar, brengt ons tot 55 jaar, een leeftijd waarop men reeds begint kracht en moed te verliezen. Tot dan toe zullen de gehuwden al hunne spaarpenningen hebben besteed aan het afbetalen der aangegane leening, en, komen er dagen van ziekte, dan zal men niet beschikken over het kleine kapitaal om in de behoeften te voorzien.

» Nu, met de bestaande regeling, is het bijna niet mogelijk, aan jonggehuwden het noodige geld te leenen om hun den aankoop eener werkmanswoning te vergemakkelijken. Immers, van deze jonge koopers wordt geëischt een tiende van den koopprijs, alsmede de betaling van de kosten voor het opmaken van de akten.

» Voor een huis van 4,000 frank moet dit jong gezin bijgevolg beschikken over eene som van omtrent 400 frank.

» Zelden ontmoet men jonggehuwden, werklieden, die over zulke som beschikken. Zij moeten dus wachten totdat zij die som hebben verzameld door middel van hunne geringe spaarpenningen. Intusschen gaan de jaren voorbij.

» Daarenboven moeten zij, die een werkmanswoning aankopen door middel van eene leening, zelf het aangekochte huis bewonen.

» Deze voorwaarde verhindert de voorzorg bij de jonge lieden. Moest men dezen niet aanzetten, eigenaar van eene woning te worden zoodra zij wat geld bezitten ?

» Tal van jongelieden zouden, geruimen tijd vóór hun huwelijk, een huis kunnen aan-

» Soms heeft men, om die reden, twee maatschappijen moeten oprichten. De bouwmaatschappij koopt of bouwt huizen; handelt zij met werklieden die de vereischte som niet bezitten om 10 t. h. en de kosten der akten te betalen, dan worden er wederkeeringe beloften tot aankoop en verkoop tusschen den ontleener en de bouwmaatschappij gewisseld; de werkmán betaalt zijne maandelijksche afkortingen met interest en aflossing, en, wanneer hij door de aflossingen de vereischte som heeft gestort ter betaling van 10 t. h. en van de kosten, dan komt de kredietvereeniging tusschenbeide, leent de vereischte som die door de bouwmaatschappij wordt opgetrokken, en de verkoop word voorgoed gesloten met den werkmán. Deze handelwijze levert goede uitslagen op; doch, het is slechts hulp in nood en daardoor vallen bijkosten ten laste van den arbeider.

» Daarenboven blijven de werklieden, door die regeling, lang beroofd van de bijkomende stem voor de kiezingen, waarop zij uit hoofde van hun eigendom zouden kunnen aanspraak maken.

» Overigens, de bouwmaatschappijen worden daardoor benadeeld: zij moeten $3\frac{1}{4}$ t. h. interest betalen, terwijl voor de kredietvereenigingen een interest van 3 t. h. (onder de bedoelde omstandigheden) is bepaald.

» III.— *Kredietopeningen.*— A Voór enkele jaren werd aan de krediet- en bouwmaatschappijen, opgericht als naamlooze vennootschappen, een krediet geopend bij de Spaarkas, zonder dat de aandeelhouders verplicht waren meer dan 10 t. h. van het ingeschreven kapitaal te storten.

» Doch, wanneer een aandeelhouder zijne aandeeleu overliet of bij sterfgeval, moest op al de aandeeleu, die in andere handen overgingen, 50 t. h. worden gestort.

» Al de oude maatschappijen steunden, bij hare oprichting, op de regeling krachtens welke de Spaarkas eene storting van 10 t. h. eischte. Thans moeten die maatschappijen, indien zij hare verrichtingen willen voortzetten met nieuwe kredietopeningen, de storting eischen van 50 t. h. op de aandeeleu. Bijgevolg worden de leden dier maatschappijen, die, wanneer zij inschreven als aandeelhouders, zich verbonden nooit meer dan 10 t. h. hunner inschrijvingen te storten, door hunne maatschappijen aangezocht om 40 t. h. bij te storten.

» De maatschappijen, talrijke weigeringen verwachtende, zien liever van elke verrichtingen af, tenzij ze die kunnen doen met de geïnde gelden. Dat is de reden van de aanzienlijke vermindering die zich voordoet in de verrichtingen van sommige maatschappijen, welke niet meer beschikken over de vereischte geldmiddelen om nieuwe contracten te sluiten.

koopen en een aanvang maken met de delging door middel van hun spaargeld. Op den dag van hun huwelijk zouden zij op hun tegoed reeds een zeker vermogen hebben, en de duur der aflossingen zou in gelijke mate zijn ingekort.

» De wetgever zou dit geval moeten voorzien door aan de jongelieden machtiging te verleenē tot het niet bewonen van het aangekochte huis, zoolang zij bij hunne ouders verblijven. Het geheel bedrag van de rechten zou kunnen gevorderd worden, indien de belanghebbenden weigeren, zelf hunne woning te betrekken, zoodra zij het ouderlijk dak verlaten. »

» Deze eisch der Spaarkas is ongegrond ; immers, door eene aanvullende storting van 40 t. h. te eischen, ontnceemt zij zich een waarborg, vermits het eischbaar kapitaal vermindert.

» Tal van klachten werden uitgebracht, doch men nam ze niet in aanmerking, en, vermits de maatschappijen en vooral de secretarissen van maatschappijen altijd afhankelijk zijn van de Spaarkas die, wegens de geringste onregelmatigheid, aanzienlijke sommen kan terugeischen, zwijgt men en stelt men zich tevreden met de beperking van de verrichtingen der maatschappijen.

» B. De maatschappijen, werkende als coöperatieven, kunnen haar vermogen om leeningen aan te gaan niet steunen op het niet ingeschreven deel van het kapitaal. Daarom wordt deze vorm van vennootschap ter zijde gelaten, ofschoon hij aanzienlijke voordeelen zou opleveren ; immers, niet alleen aandeelhouders die geen geldontleeners zijn, maar ook de werklieden-ontleeners zouden van soortgelijke vennootschap kunnen deel uitmaken. Gezegde werklieden, deel uitmakende van de vennootschap, zouden veel meer bijdragen tot haren voorspoed.

» Deze beslissing ging uit van een misverstand. Men was van oordeel dat eene samenwerkende maatschappij eene vereeniging is, uitsluitend samengesteld uit werklieden-geldontleeners. Doch het geldt hier slechts een handelsvorm, en niets belet dat de niet-ontleeners, die eenvoudig inschrijvers zijn en tevens als borg optreden door het niet gestorte kapitaal, deel uitmaken van eene samenwerkende maatschappij. De Spaarkas zou slechts moeten nagaan welke de geldelijke toestand en het betaalvermogen zijn van de leden der maatschappij ; overigens, dat behoeft zij te doen wanneer het geldt eene naamlooze vennootschap, evenals zij het zou moeten doen wanneer de maatschappij eene coöperatieve is.

» C. De maatschappijen, die ontleenen aan 3 1/4 t. h., bevinden zich in een zonderlingen toestand.

» Ziehier een concreet geval :

» Eene maatschappij vraagt dat men haar een krediet opene voor eene som van 50,000 frank ; men stuurt haar een mandaat van gelijke som, dat zij moet ontvangen aan een loket der Nationale Bank, doch werkelijk kan zij slechts optrekken de vereischte som voor hare onmiddellijke behoeften ; het overige — gesteld 40,000 frank — moet als loopende rekening bij een ander loket der Nationale Bank worden gestort, en deze loopende rekening brengt haar een interest van slechts 3 t. h. op.

» Zij betaalt dus 3.25 t. h. op 50,000 frank en trekt slechts 3 t. h. voor de overige beschikbare 40,000 frank ; zij ondergaat bijgevolg, zonder eenige verrichting te hebben gedaan, een verlies van 1/4 t. h. op eene aanzienlijke som.

» De maatschappijen, die de helft hunner contracten niet kunnen sluiten met levensverzekering bij de Spaarkas, evenals de bouwmaatschappijen, worden hier werkelijk uitgebuit. »

De Middenafdeeling, overwegende dat men er in ruime mate belang bij heeft, dat de maatschappijen, bestemd om den noodigen vooruitgang in zake van werkmanswoningen in 't leven te roepen, goed werken, brengt

den wensch uit, dat de hierboven vermelde grieven nauwkeurig worden onderzocht.

* * *

Het ontwerp van begrooting, ter stemming gelegd, werd aangenomen met 5 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

De Verslaggever,

Joz. HOYOIS.

De Voorzitter,

A. HARMIGNIE.

